



НАРОДНА УКРАЇНСЬКА АКАДЕМІЯ

HISTOIRE DE FRANCE

Підручник для студентів 4 курсу, які навчаються
за напрямом підготовки 6.020303 – Філологія

Видавництво НУА

НАРОДНА УКРАЇНСЬКА АКАДЕМІЯ

HISTOIRE DE FRANCE

Підручник для студентів 4 курсу, які навчаються
за напрямом підготовки 6.020303 – Філологія

Харків
Видавництво НУА
2015

УДК 94=133.1(44)(075.8)
ББК 63.3(4ФРА)р30-1
Н69

*Рекомендовано до видання Вченою радою
Харківського гуманітарного університету «Народна українська академія»
в якості підручника для студентів вищих навчальних закладів
Протокол № 1 від 28.09.2015*

Автор-упорядник

І. Л. Ануфрієва

Рецензенти:

І. О. Оржицький – канд. філол. наук, доц. кафедри романської філології та перекладу Харківського національного університету імені В. Н. Каразіна.
Т. Ф. Бочарникова – канд. пед. наук, доц. кафедри германської та романської філології ХГУ «НУА», член навч.-метод. комісії.
П. В. Джандоєва – канд. філол. наук, доц. кафедри романської філології та перекладу Харківського національного університету імені В. Н. Каразіна.

Н69

Histoire de France : підруч. для студентів 4 курсу, які навчаються за напрямом підгот. 6.020303 – Філологія / Нар. укр. акад., [каф. герман. та роман. філол. ; упоряд. І. Л. Ануфрієва]. – Харків : Вид-во НУА, 2015. – 68с.

Підручник розроблено згідно з програмою „Лінгвокраїнознавство Франції”, призначено для студентів 4 курсу факультету „Референт-перекладач”. Підручник складається з 7 розділів, які присвячено історії Франції та розвитку її культури.

Він також може бути використаний при вивченні французької мови дистанційно або за індивідуальним планом.

**УДК 94=133.1(44)(075.8)
ББК 63.3(4ФРА)р30-1**

© Народна українська академія, 2015

SOMMAIRE

INTRODUCTION	6
Les origines de la Gaule	7
Nos ancêtres... les Celtes.....	7
Le Gaulois, un homme qui sait presque tout faire	7
La Gaule aux trois cents peuples	8
De la guerre des Gaules... à l'empire gallo-romain.....	8
La conquête de César	8
La résistance	9
Gergovie et Alésia	9
Pax Romana.....	10
Progrès techniques	10
Des invasions à Clovis	10
La Gaule en crise	11
Les royaumes barbares.....	11
Clovis, le guerrier	11
Clovis, le politique.....	12
La France mérovingienne.....	12
Une succession difficile	12
Dagobert.....	12
L'âge d'or mérovingien	13
De Pépin le Bref à Charles Martel.....	13
Charlemagne.....	14
Charlemagne vu par un contemporain.....	14
Le temps des conquêtes	14
Charlemagne l'empereur.....	15
La renaissance	15
La chute	16
Le poids des seigneurs	16
Les Capétiens et la France de l'an Mil	17
L'an Mil.....	17
De l'ombre à la lumière	18
La société féodale	18
Les seigneurs	18
Les paysans.....	19
L'Eglise	19
La France, un royaume fictif?	20
Le roi de France face aux grands féodaux.....	20
La seconde croisade.....	21
La rivalité franco-normande.....	21

Philippe Auguste et le redressement monarchique	22
Saint Louis, le roi croisé	23
Le tournant du XIIIe siècle	23
Saint Louis, le conquérant.....	23
Saint Louis, le juste.....	24
La France de Saint Louis	24
La monarchie féodale.....	25
Un pays en plein essor	25
Rayonnement de la civilisation française	26
La guerre de Cent Ans	26
Les Valois.....	26
La deuxième guerre	27
La France en crise	28
Un artisan de l'Etat moderne: Louis XI.....	28
La lutte contre Charles le Téméraire	28
L'artisan d'un Etat moderne.....	29
Le temps de la Monarchie	30
(1483-1789)	30
François Ier et la Renaissance	30
Le mirage italien.....	30
Les guerres de religion.....	31
La Réforme	31
Jean Calvin	32
La grande répression.....	32
La guerre	33
La Saint-Barthélemy	34
Henri III.....	34
Henri IV.....	35
La huitième guerre	35
La reconquête	36
Le roi de tous les Français.....	37
L'édit de Nantes.....	37
Sully	38
La France des campagnes	39
La France des villes	40
La France et l'Europe	40
Louis XIII et Richelieu	41
Le royaume de Concini.....	41
La Contre-Réforme.....	42
La guerre	43
Richelieu et les nobles	43

Richelieu et les huguenots.....	44
Richelieu, l’homme de guerre	45
De Richelieu à Mazarin	45
Mazarin et le temps des frondes	46
Mazarin.....	46
La Fronde parlementaire	47
La Fronde des seigneurs.....	48
La Fronde de Condé.....	48
Louis XIV et le Grand Siècle	49
Le retour de l’ordre	49
Le classicisme.....	50
Vers la monarchie absolue	50
«L’État, c’est moi»	51
Colbert.....	51
Les affaires religieuses.....	53
Les guerres	54
Le Roi-Soleil	54
Louis XV, le Bien-Aimé	55
La Régence	55
La faillite	56
Louis XV le Bien-Aimé.....	57
La guerre, de nouveau.....	57
La guerre de Sept Ans.....	58
Choiseul.....	58
Le triumvirat.....	59
Les Lumières	59
Une révolution culturelle	59
L’Encyclopédie.....	61
Le temps des savants.....	62
Louis XVI et la fin d’un monde	63
La fin d’un monde	63
La réforme	64
La guerre d’Amérique.....	65

INTRODUCTION

Pour mieux comprendre cette langue que vous étudiez maintenant depuis quelque temps, il faut apprendre quelque chose du pays, la France. Pour mieux comprendre la France, il faut connaître un peu son histoire, sa géographie, ses coutumes, sa littérature, ses célébrités.

L'étude d'une langue est une étude sans fin. Donc, ne soyez pas découragé si vous l'apprenez lentement. Vous pouvez continuer à apprendre aussi longtemps que vous voudrez. «On apprend chaque jour quelque chose de nouveau.»

Dans ce manuel vous trouverez à la fois un peu d'histoire de la France et quelques extraits littéraires. Les sélections ont été faites pour vous intéresser, et on espère que les pages que vous lisez ici vous donneront le désir de continuer longtemps l'étude de cette langue passionnante.

Les origines de la Gaule

Situés à l'extrême occident du grand continent eurasiatique, les territoires sur lesquels va peu à peu se constituer la France offrent toutes les qualités requises pour favoriser l'installation de l'homme. Le climat y est tempéré et clément, l'eau y est abondante et le sol propice à l'agriculture.

Nos ancêtres... les Celtes

L'histoire de la Gaule débute il y a plus de 2700 ans dans la violence. Des hordes de cavaliers armés de lances et d'épées massacrent et détruisent tout ce qui se trouve sur leur passage. Venant du centre de l'Europe, les Celtes contentent pas de piller. A l'arrière de ces hordes sanguinaires, suivent femmes et enfants. Attirés par nos richesses et la douceur de notre climat, les Celtes ont décidé de s'installer chez nous. Une implantation réussie puisque, rebaptisés Gaulois par les Romains, les Celtes deviennent ainsi nos ancêtres.

Le Gaulois, un homme qui sait presque tout faire

Le secret de la réussite de l'invasion des Celtes est sans aucun doute leur maîtrise du fer. Ainsi, des forges de Lorraine et de Bourgogne naissent un armement solide mais également une série d'objets pratiques ou consacrés aux cérémonies funéraires. Sous l'influence de l'Orient, et à la faveur des échanges avec la Méditerranée, les Gaulois apprennent peu à peu à maîtriser l'artisanat, les techniques agricoles, et ils adoptent l'usage de la monnaie. La réputation de l'artisan gaulois dépasse d'ailleurs bientôt le cadre de la Gaule. Les tonneliers, les menuisiers, les ferronniers, les maçons et les potiers sont légion. L'agriculteur gaulois élève cochon, cheval, mouton et vache, sème le blé, le seigle et le millet.

Le chanvre et le lin sont utilisés pour fabriquer des vêtements tandis que l'orge permet l'élaboration de la cervoise, ancêtre de la bière. Deux styles d'habitations se développent. À la campagne, les maisons rustiques aux toits de chaume et aux murs de caillebotis recouverts d'enduit. Mais en bordure des fleuves et des lieux d'échanges se

dressent les oppidums, places fortes où règne en maître un seigneur. Là, s'installent de nombreuses familles, certaines de trouver une protection en cas d'attaque.

La Gaule aux trois cents peuples

L'unification du peuple gaulois est principalement linguistique. En effet, si différentes langues sont utilisées, leurs racines, proches du germanique, sont les mêmes. L'unité politique entre l'ensemble de ces tribus n'existe pas et les Gaulois se font souvent la guerre. Cinq peuples prédominent : les Arvernes de la Gaule chevelue au centre, les Helvètes à l'est du Jura, les Eduens en Saône et Loire, les Sénonis autour de la Seine et les Carnutes, maîtres de la Loire. Au total, trois cents peuples et près de dix millions d'habitants se partagent le territoire. Lequel ne va pas tarder à attirer la convoitise du voisin romain.

De la guerre des Gaules... à l'empire gallo-romain

En 58 avant J.C., 350 000 Helvètes, chassés par les Germains, décident de s'enfoncer à l'intérieur de la Gaule. Les Eduens, directement menacés par cette invasion, font appel pour leur défense à l'homme le plus puissant du moment : Jules César. Ainsi débute la guerre des Gaules.

La conquête de César

Les légions de César n'ont pas mis longtemps pour terrasser les Helvètes. Sans aucune pitié, les Romains massacrent plus des deux tiers de la peuplade et contraignent à la misère et à l'exil les survivants. Mais le succès de l'armée romaine ne s'arrête pas là. César rentre en Alsace et chasse les tribus de Germains. Se proclamant sauveur de la Gaule, il décide de l'annexer entièrement. Puis il ordonne à ses légions de marcher d'un côté sur le pays belge, de l'autre sur la Bretagne. La conquête est rapide même si César rend hommage à la qualité des combattants gaulois. En 53 av. J.-C., la Gaule est pacifiée. De nombreuses tribus ont préféré signer un traité d'amitié avec César mais un an plus tard, la révolte gauloise gronde. Un jeune Arverne prend la tête des insurgés : il se nomme Vercingétorix.

La résistance

Très rapidement, Vercingétorix obtient le soutien des Arvernes et des peuples voisins. Pour la première fois, un sentiment de résistance unitaire parcourt la Gaule. L'assemblée générale des druides prend position pour le Gaulois contre César. Porté par cet élan, Vercingétorix lève une armée, constituée selon César « de miséreux et de gens sans aveu. » S'ils n'ont pas l'efficacité militaire des légions romaines, les Gaulois se montrent redoutables dans leur combat pour la libération de leur sol. Ils s'attaquent aussi bien aux commerçants romains qu'aux troupes de César. La stratégie principale de Vercingétorix est la destruction systématique des *oppidums* sont stockées les provisions de blé de l'armée romaine. Iules César, ne supportant plus ces humiliations successives, décide d'attaquer Vercingétorix de Iront.

Gergovie et Alésia

Les 20 000 légionnaires romains réussissent en deux mois à reprendre Bourges. Ce succès invite César à marcher vers Gergovie où s'est retiré Vercingétorix. Mais la forteresse est imprenable. Située à plus de 700 mètres d'altitude, Gergovie donne l'impression d'une masse rocheuse protégée par un à-pic de 300 mètres. La furie des combattants gaulois est telle que César a l'impression que des milliers d'entre eux se sont réfugiés à Gergovie. Chaque jour, ses légions subissent une pluie de lances et l'assaut de la cavalerie gauloise. Bientôt lâché par ses alliés Eduens, constatant que près d'un millier de ses hommes sont morts, le Romain admet sa défaite et se retire. Mais c'est pour mieux préparer une grande contre-offensive. Alors que les Gaulois scellent une alliance totale à Bibracte, César rassemble onze légions et gagne la plaine de la Saône. À Dijon, la cavalerie de Vercingétorix est décimée. Le chef gaulois trouve alors refuge sur le plateau d'Alésia. Fort de ses 80 000 hommes, il pense pouvoir réitérer le succès de Gergovie. Mais César change de stratégie, préférant couper du monde la place fortifiée. Les Gaulois n'ont qu'un seul mois de vivres et Vercingétorix ordonne aux femmes, aux enfants et aux vieillards d'Alésia de quitter la place. Mais César ne les

autorisera pas à franchir ses lignes et ils mourront tous de faim, enfermés entre les deux fronts. Bientôt la défaite paraît inévitable. Vercingétorix se rend au campement de César et jette ses armes à ses pieds en signe de soumission. Il a perdu la guerre des Gaules.

Pax Romana

Au lendemain d'Alésia, la Gaule connaît un développement qui va durer plus de trois siècles. Alors qu'un million de Gaulois a péri, un autre million est tombé en esclavage. Mais Rome n'est pas insensible aux souhaits de paix des vaincus et met en place une politique d'assimilation pacifique et progressive. En outre le pays n'est pas occupé militairement. *Lugdunum* (Lyon) devient la capitale économique de la nouvelle Gaule. En 12 av. J.-C., Auguste décide d'associer la Gaule au culte impérial, accélérant ainsi la romanisation. Les citoyens gaulois changent alors de nom, s'enrôlent en masse dans les légions romaines et optent pour l'usage du latin.

Progrès techniques

C'est par sa maîtrise des techniques de construction plus que par ses lois que Rome réussira à contrôler la Gaule. Ainsi, un important réseau routier se développe, lequel facilite les échanges et le commerce. En complément de ces voies terrestres, la Gaule romaine dompte ses fleuves et trouve ainsi de nouveaux marchés à conquérir. De fait, le niveau de vie des habitants des villes augmente considérablement. Le vin remplace la bière et les épices apparaissent dans notre cuisine. Grâce au mortier romain, l'urbanisation s'accélère et les monuments fleurissent. Nîmes et Arles s'ornent d'amphithéâtres, Paris de thermes, Orange et Lyon de théâtres (celui d'Autun a 30 000 places). Les Romains introduisent le sesterce, une monnaie en bronze, leur système d'égouts et les techniques nécessaires à la construction d'entrepôts souterrains pour la conservation des vivres. Le pont du Gard date de cette époque-là.

Des invasions à Clovis

Au III^e siècle, la Gaule est le pays le plus riche d'Europe occidentale. Une situation qui va attirer la convoitise de nombreux envahisseurs. Ces conquêtes

bénéficient d'une période de crise de l'influence romaine et donnent naissance au royaume des Francs.

La Gaule en crise

A partir du III^e siècle vont se succéder plusieurs vagues d'envahisseurs: Alamans, Francs, Germains. Les Gaulois sont terrorisés. Près de soixante villes sont détruites, les récoltes sont brûlées, l'or volé. Les côtes de l'Armorique, jusque-là épargnées par les hordes, sont au même moment la cible de bandes de pirates. Ces invasions ont pour résultats de transformer profondément la Gaule. Peu à peu dégagés de l'influence de Rome, qui n'a pas su les protéger, les Gaulois vivent une sorte de renaissance au IV^e siècle. Une mutation profonde qui va encore s'accroître avec le retour des barbares.

Les royaumes barbares

Dès 406, la Gaule est de nouveau victime d'invasions. Ce sont d'abord les Alains, les Vandales et les Suèves. Puis, trois ans plus tard, les Burgondes et les Wisigoths. Enfin, en 451, c'est au tour des Huns menés par le terrible Attila. Le « Fléau de Dieu », c'est son surnom, ne réussit pas à atteindre Paris, et après une terrible défaite près de Châlons-sur-Marne quitte définitivement la Gaule. Une peuplade venue de l'est s'installe plus durablement sur notre territoire. Le 31 décembre 406, des milliers de familles de Francs traversent le Rhin et gagnent la région de Tournai. L'ancien joyau de l'empire romain se scinde en différentes provinces indépendantes sous le contrôle de chefs barbares. Au nord, les Francs décident de se rassembler et de partir à la conquête du pouvoir. Un jeune chef est à leur tête : il se nomme Clovis.

Clovis, le guerrier

Clovis est le premier roi de l'histoire nationale. Né probablement en 465, il devient monarque dès 481. S'il est un guerrier impitoyable et cruel, il possède une intelligence politique évidente. Ainsi comprend-il très vite que les élites gallo-romaines peuvent lui être d'un grand soutien pour réunifier la Gaule. Avec ses 150 000 hommes, les Francs obtiennent rapidement des succès lors de batailles capitales comme celles de

Soissons en 486, de Tolbiac en 496 et de Poitiers en 507. Cette année-là, hormis la Provence et les Bas-Languedoc, la Gaule est devenue un royaume franc.

Clovis, le politique

Mais la plus grande victoire du chef franc est diplomatique et religieuse. En 496, en la cathédrale de Reims, Clovis se convertit au christianisme. Au moment de son baptême par l'évêque Rémi, Clovis devient l'élu du clergé gallo-romain. A ce titre, il peut hériter de la Romanie, et prétendre au titre et aux avantages de l'ancien Empire d'Occident. La réunification de la Gaule est parachevée par ses fils avec l'annexion de la Provence en 536. L'ère des Mérovingiens, du nom de Mérovée, le grand-père de Clovis, peut débuter.

La France mérovingienne

A la mort de Clovis en 511, ses fils se partagent son royaume. Si l'unité de la Gaule est remise en question, dans un même temps, la société connaît une évolution notable.

Une succession difficile

Le partage du royaume de Clovis soulève un problème sur le rôle et la place du roi. Sous les Mérovingiens, le roi, descendant des dieux germaniques, est également le chef des guerriers. Il tente de gérer une vie de palais tout en se proclamant " héritier des impôts et des domaines ". Il incarne la justice, le droit, la loi et lui seul nomme les évêques. Les fils de Clovis, Thierry, Clodomir, Clotaire et Childebert se disputent les avantages du titre et l'exercice du pouvoir et bientôt démembrent les Etats de leur père. Encouragées par ces désunions, la Bretagne, l'Aquitaine et la Provence ne reconnaissent plus l'autorité des Francs. Les VIIe et VIIIe siècles sont marqués par des guerres incessantes. Il faut attendre l'accession au pouvoir de Dagobert pour voir le royaume franc retrouver son unité.

Dagobert

Le règne de Dagobert débute en 629 et ne dure que dix ans. Pourtant, en quelques

années, le fils de Clotaire II va faire plus pour la dynastie mérovingienne que deux générations de descendants de Clovis avant lui. D'abord, il réussit à réunifier la Neustrie et la Bourgogne, et intègre dans son royaume les Basques et les Bretons. Aux yeux de ses sujets, il est un roi juste, n'hésitant pas à écouter les conseils du clergé. Eloi, conseiller du roi, introduit le droit gallo-romain dans les confuses lois franques. Si Dagobert limite la puissance foncière de l'Eglise et des propriétaires, il collabore financièrement à la construction d'abbayes comme celle de Saint-Denis. Cette décennie d'équilibre profite grandement à la société mérovingienne.

L'âge d'or mérovingien

La différence essentielle entre les sociétés gallo-romaine et mérovingienne est que cette dernière redevient à dominante rurale. La population quitte massivement les villes pour s'installer à la campagne. Certains petits détenteurs de terres se regroupent et donnent naissance à de grandes propriétés dont les richesses profitent au roi ou à l'aristocratie. Parallèlement, la société mérovingienne est également en voie de christianisation. Les villes sont placées sous le contrôle des évêques et l'évangélisation des campagnes s'intensifie. De nouvelles techniques pour la fabrication des bijoux et des armes sont introduites. C'est l'époque de l'art du filigrane et de l'orfèvrerie.

De Pépin le Bref à Charles Martel

Sigebert, l'héritier de Dagobert, n'ayant pas réussi à poursuivre l'œuvre de son père, il faut attendre le règne de Charles Martel. En 732, celui-ci obtient le titre de sauveur de la Chrétienté et de l'Europe après avoir vaincu près de Poitiers une expédition lancée depuis l'Espagne par les musulmans d'Abd al-Rahman. Avant cela, il avait réussi à renforcer les frontières de l'est et du nord et à contrôler les différents mouvements de révoltes secouant le territoire. Respecté sur l'ensemble du pays, il restaure le royaume franc et installe une nouvelle dynastie, les Carolingiens. Dès sa mort en 741, son fils Pépin le Bref fait de l'union du royaume sa priorité. En 751, il réunit à Soissons l'assemblée des nobles du royaume franc. Il se fait élire roi selon les lois

ancestrales puis sacrer par saint Boniface. En 754, pour asseoir le pouvoir de la dynastie, Pépin est sacré roi une deuxième fois par le pape Etienne II. Il est désormais " fait défense à tous sous peine d'interdit et d'excommunication, d'oser jamais choisir un roi issu d'un autre sang ". Avec la royauté de " droit divin ", Pépin, devenu l'élu de Dieu, pouvait préparer l'ascension de son fils, Charlemagne.

Charlemagne

En 768 Charles Ier hérite d'un royaume pacifié. Sous son règne, l'Occident fait son unité et rattrape son retard sur les civilisations musulmane et byzantine. C'est sous la dynastie carolingienne que naît la France occidentale.

Charlemagne vu par un contemporain

La Vita Karoli d'Eginhard nous renseigne assez justement sur la personnalité de Charlemagne. Eginhard était un contemporain de l'empereur, il le rencontra, ce qui donne à son témoignage un intérêt capital. " D'une large et robuste carrure, il était d'une taille élevée (...). Il avait le sommet de la tête arrondi, de grands yeux vifs, le nez un peu plus long que la moyenne, de beaux cheveux blancs, la physionomie gaie et ouverte. (...) La voix était claire, sans convenir tout à fait, cependant, à son physique. Doté d'une belle santé, il ne fut malade que dans les quatre dernières années de sa vie, où il fut pris de fréquents accès de fièvre et finit même par boiter. Mais il n'en faisait guère qu'à sa tête, au lieu d'écouter l'avis de ses médecins ".

Le temps des conquêtes

Après le décès de son frère Charlemagne en 771, la principale tâche de Charles est d'assurer la sécurité aux frontières de son royaume. Conquérant dans l'âme, soutenu par une armée de cavaliers, Charles s'éloigne peu à peu de ses terres pour agrandir son territoire. C'est d'abord l'Italie en 774 avec la chute de Pavie, Puis l'Espagne, après l'échec de Roncevaux, avec la prise de la Catalogne à l'Islam. Enfin, et surtout, Charles mène ses troupes en Germanie où il contrôle l'Aléman et la Bavière. Les combats sont rudes mais Charles réussit à étendre son royaume jusqu'aux berges de l'Elbe. Quelque

temps avant son sacre, il est à la tête d'un territoire de plus d'un million de kilomètres carrés. Un royaume devenu empire.

Charlemagne l'empereur

Le jour de Noël 800 à Rome, Charles déjà " roi des Francs et des Lombards, Oint du Seigneur ", devient Charles le Grand. Le pape Léon III lui remet la couronne impériale et le fait " auguste et empereur ". En endossant un titre vacant depuis 476, Charlemagne démontre sa puissance et accepte de mener le combat de la catholicité. Son empire, principalement orienté vers l'Europe du Nord, a pour capitale Aix-La-Chapelle. Depuis son palais, il dirige la réforme de la société carolingienne.

La renaissance

Charlemagne est un monarque cultivé. Il connaît le grec, le latin, l'astronomie, le calcul et la philosophie. Il est persuadé que face au monde musulman et byzantin, l'Occident doit rattraper son retard en sciences, en lettres et en arts. Cette reconquête culturelle passe d'abord par la reproduction des textes sacrés devenus illisibles sous les Francs. C'est ainsi que Charlemagne facilite et encourage le travail des moines copistes regroupés dans les *scriptoria*, grands ateliers monastiques du Nord de la France. Cette renaissance s'accompagne d'un regain de l'activité économique. L'empire étant pacifié, l'activité agricole sur les grands domaines s'intensifie même si c'est d'abord au profit des seigneurs. Toujours sur le plan économique. Charlemagne procède à l'unification des poids et mesures et frappe une monnaie impériale. Il réforme également le fonctionnement de l'Etat et crée les *missi dominici*, ces envoyés du maître qui surveillent la bonne marche de l'empire. Et puis, bien sûr, Charlemagne instaure une réforme de l'enseignement. Une volonté de changement en deux temps : d'abord instruire le clergé qui se chargera de partager son savoir avec les laïcs. Théodulf l'Espagnol, Pierre de Pise l'Italien, Alcuin l'Anglo-Saxon rejoignent la cour pour dispenser leurs connaissances antiques. En 789, Charlemagne promulgue *l'Exhortation Générale*, où il ordonne l'ouverture d'une école dans chaque évêché. Au programme, des psaumes et des chants

religieux mais aussi de la grammaire, de l'écriture et du calcul.

La chute

A sa mort, Charlemagne lègue son empire à ses trois fils. Bientôt, en 814, Louis le Pieux reste le seul héritier vivant. Voulant éviter le morcellement de son Etat, il tente d'établir une coutume successorale en faisant de son aîné, Lothaire, son seul héritier. Mais, ses trois autres fils, Pépin, Louis et Charles le Chauve n'acceptent pas la décision paternelle. En 830, Lothaire, Pépin et Louis, soutenus par les nobles du royaume qui voient là l'occasion de reprendre une place abandonnée sous Charlemagne, tendent d'imposer la tutelle au vieux roi. Pour éviter l'affront, Louis le Pieux promet de renoncer à sa volonté de léguer l'empire à un seul héritier. Son geste n'apaise pas ses enfants qui le font déposer en 833. A sa mort, sept ans plus tard, Louis et Charles prêtent serment à Strasbourg contre leur frère Lothaire. Ce texte rédigé en 842 est également le premier texte connu écrit dans notre langue. Les deux alliés s'emparent d'Aix-la-Chapelle et imposent à Lothaire un traité partageant l'ancien empire de Charlemagne. Et c'est ainsi qu'en 843, à Verdun, naît officiellement la France. L'empire est partagé en trois royaumes ; Charles obtient la Francie occidentale, qui devient rapidement le royaume de France.

Le poids des seigneurs

Depuis Louis le Pieux, le roi avait pris l'habitude de confier un certain nombre de pouvoirs aux riches seigneurs. Il fallait défendre le pays contre les nouveaux envahisseurs comme les Normands, et seuls les seigneurs pouvaient assumer ce rôle. En effet, grâce à la construction de forteresses et de châteaux forts aux endroits stratégiques du territoire, ils devenaient incontournables. En leur accordant la garantie de l'hérédité de leurs terres et de leurs titres, Charlemagne crée un véritable contre-pouvoir au sein de son royaume. Bientôt en Aquitaine, en Bourgogne, en Champagne ou dans les Flandres, le roi de France n'a plus aucune prérogative. Louis le Bègue, Louis III puis Carloman, les successeurs de Charles le Chauve, seront des monarques sans royaume. De fait, ne se trouvant plus représentée, une partie des seigneurs vota en 888 la destitution de Charles

le Gros, héritier de la dynastie des Carolingiens, et son remplacement par le comte Eudes, défenseur de Paris et Robertien (descendant de Robert le Fort qui avait combattu les Normands). Si le titre de roi est encore réservé à un Carolingien, le pouvoir ne l'est plus. En 987, l'accession au trône d'Hugues, un Robertien, marque la fin de la dynastie carolingienne au profit d'une nouvelle : les Capétiens.

Les Capétiens et la France de l'an Mil

Dans une France dominée par les seigneurs, l'an Mil est une période riche en changements. Le pays connaît un essor économique, démographique et culturel sans précédent. Les Capétiens vont évidemment profiter.

L'an Mil

Même si le Moyen Age est une période riche en superstitions et autres signes annonciateurs de la fin du monde, la terreur de l'an Mil est une invention ultérieure. Plutôt que de " fin du monde " il serait préférable de parler de naissance d'un monde nouveau. Ainsi, en 1040, le moine Glaber écrivait: " C'était comme si le monde lui-même se fût secoué et, se dépouillant de sa vétusté, eût revêtu de toutes parts une blanche robe d'église. " Ce renouveau moral s'accompagne pour la première fois depuis des siècles d'un essor démographique qui se poursuivra jusqu'au XIIIe siècle. De grands travaux de défrichements et d'assèchement sont entrepris (un exemple: les 150 000 hectares gagnés sur les marais atlantiques). Le matériel agricole (outils, charrues, attelées) devient plus précis et plus performant. Le surplus de production qui en découle relance les échanges et le commerce. De fait, de véritables faubourgs où se regroupent les marchands naissent aux périphéries des villes. Ces créations justifient l'édification de nouvelles églises. C'est la naissance de l'art roman, s'inspirant dans ses formes de certaines traditions romaines. La religion elle-même évolue et adopte la réforme grégorienne, visant à émanciper l'Eglise de la tutelle laïque. Si, dans l'ensemble, cette situation profite bien évidemment aux paysans et aux seigneurs, les Capétiens vont

bientôt en recueillir les fruits.

De l'ombre à la lumière

Lorsque Hugues Capet devient roi de France en 987, il hérite d'une situation que ses ancêtres ont créée. La fonction royale est affaiblie au profit des grands seigneurs. Ainsi tout au long du XIe siècle, Robert II, Henri Ier puis Philippe Ier devront s'effacer face à la puissance des grands princes tels Guillaume le Grand ou Guillaume le Conquérant, lequel envahit l'Angleterre en 1066. Mais au siècle suivant, le phénomène s'inverse et le roi réussit à s'affirmer comme une pièce centrale du royaume de France. C'est aussi grâce au travail de l'Eglise, soucieuse des grands équilibres, que la fonction royale retrouve sa place. Puis, comme Charlemagne en son temps, les Capétiens décident de réformer la Cour et de créer les prémices d'une administration centrale. C'est ainsi que, par exemple, est créée la fonction de prévôt, agent local chargé de la gestion des domaines du roi. Ainsi, c'est l'organisation même de la société qui évolue.

La société féodale

Si le mot féodal, de *féodum*, fief en latin, désigne d'abord l'ensemble des rapports unissant les seigneurs aux vassaux, il s'applique au sens large à l'ensemble de la société capétienne et consacre le pouvoir des seigneurs. Vers 1030, décrivant ce nouveau système, l'évêque de Laon écrit: " La maison de Dieu que l'on croit une est donc triple: les uns prient, les autres combattent, les autres enfin travaillent. Ces trois parties qui coexistent ne souffrent pas d'être disjointes : les services rendus par l'une sont la condition des œuvres des deux autres. " Evidemment, ceux qui combattent se retrouveront à la tête de cette nouvelle pyramide.

Les seigneurs

La vie de " ceux qui combattent " se trouve régie par les relations féodales en même temps que par les règles de la chevalerie. Le vassal est celui qui se lie à un seigneur pour en retirer un bénéfice. Après une cérémonie symbolique, le vassal s'engage à ne jamais nuire à son suzerain. Ce dernier lui remet un fief en échange d'une

aide militaire, financière et d'une promesse de conseil sur les décisions judiciaires ou politiques. Les seigneurs étant avant tout un guerrier, il crée un nouvel ordre de combattants bénis par l'Eglise: les chevaliers. Bientôt régie par des lois très strictes, la chevalerie va devenir un mode de vie et s'auréoler d'un grand prestige. Le château, qui apparaît en France au milieu du Xe siècle est le symbole de la puissance du seigneur. Celui-ci est un grand propriétaire qui fait exploiter une partie de son domaine par les paysans. Un " privilège " réservé en échange du paiement du cens, de la prise en charge des corvées.

Les paysans

Si le paysan français profite de la croissance des XIIe et XIIIe siècles, il doit faire face aux nouveaux pouvoirs des seigneurs. Ces derniers légitiment le droit au ban, leur donnant tout pouvoir sur les hommes qui vivent sur leur territoire. L'aspect premier de cette dépendance, le servage, est financier. Le serf paye un nombre considérable de droits (droit de l'usage des moulins, de surveillance des routes, de la justice...) et de redevances (formariage, chevage mainmorte...). Une majorité de paysans réussit pourtant à faire fructifier ses biens et en faire commerce. C'est à cette période que les villages obtiennent une certaine autonomie, encore toute relative acquérant, quelques avantages comme, par exemple, l'usage commun du moulin ou de la forge.

L'Eglise

Dès fin du Xe siècle, L'Eglise évolue de manière similaire au monde des seigneurs. Abbés ou évêques sont fréquemment de grands propriétaires terriens. A cette époque, c'est encore le pouvoir laïc qui décide des nominations au sein de l'Eglise. Au bas de l'échelle, les clercs et les moines, subissant une certaine pression fiscale, s'intègrent dans les villages et n'hésitent pas à se marier, à rejoindre des troupes armées ou des bandes de pillards. Il faudra attendre la réforme grégorienne pour que leur condition évolue. Et ainsi, grâce à ce retour au sacré et à la fin de la tutelle laïque,

l'Eglise féodale va pleinement se consacrer à la christianisation de la société. Une période illustrée par le retour) la piété et aux pèlerinages (Saint-Jacques de Compostelle), un nouvel essor de l'instruction et la multiplication des hôpitaux et autres hôtels-Dieu. De cette époque date la première croisade.

La France, un royaume fictif ?

Le système féodal est profondément ancré dans la France du XIIe siècle. Il permet l'ascension des grands vassaux du royaume qui contestent de plus en plus ouvertement l'autorité du capétien. Le roi de France garde cependant un grand prestige moral, il parvient à jouer sur les rivalités entre les seigneurs et à les fédérer autour du départ en croisade afin de pouvoir mater leurs velléités d'indépendance.

Le roi de France face aux grands féodaux

La dynastie capétienne tente de s'imposer malgré les dangers représentés par les Normands, installés sur le trône d'Angleterre, et les Hohenstaufen qui étendent leur influence en Italie. Le petit roi de France prend toutefois de plus en plus de poids car il réussit à mettre en place une dynastie héréditaire. En effet, l'élection prend assez vite la forme d'un consentement de la part des grands. Il s'appuie sur le principe de la succession monarchique, ayant toujours un fils pour lui succéder. L'héritage de Charlemagne et l'institution du sacre par lequel il reçoit le pouvoir directement de Dieu lui permettent de prétendre à l'autorité suprême. Les monarques capétiens ont un souci: agrandir le domaine royal par tous les moyens (mariages, héritages, achats ou conquêtes). Pour cela ils exercent leurs prérogatives de suzerains dans le but d'étendre leur autorité au détriment des féodaux. Ainsi le roi Louis VI le Gros, aidé de son ministre Suger, abbé de Saint-Denis, se fait, à l'intérieur de royaume, le redresseur de torts, protégeant les villageois des usurpations seigneuriales. En 1137, il obtient le mariage d'Aliénor d'Aquitaine, fille de Guillaume X, récemment décédé, avec le prince héritier. Le duché d'Aquitaine est l'un des plus vastes fiefs français; elle lui apporte en dot le Limousin, la Gascogne, le Périgord, l'Aquitaine et le Poitou. Ce mariage rehausse

le prestige de la dynastie. Très pieux, Louis VII le Jeune est pratiquement sans expérience politique, bien qu'il ait de la monarchie une assez haute idée. Mais sa femme, d'une culture et d'une indépendance remarquables, ne se distingue pas par sa docilité et les turbulences des vassaux normands ébranlent l'autorité royale.

La seconde croisade

En 1144, Edesse est prise par les Turcs. Le roi de Jérusalem sollicite le secours du Saint-Siège et l'année suivante Eugène III demande aux princes chrétiens d'organiser une nouvelle croisade. Le capétien est tout prêt à en la tête autant par esprit de pénitence que pour le prestige que suscite une telle expédition. Il serait en effet le premier roi de France à diriger une grande armée hors de son royaume. La reine Aliénor participe à la croisade et organise celle-ci dans des conditions confortables. Louis VII a pour seul objectif d'aller se recueillir sur le tombeau du Christ, mais son épouse invoque des raisons stratégiques afin de pouvoir s'arrêter chez son oncle Raymond de Poitiers, prince d'Antioche. L'expédition n'atteint pas son but, les croisés sont défaits à Damas en 1148. La conduite équivoque d'Aliénor avec son oncle pousse le roi au divorce. De plus la reine ne lui a pas encore donné le fils qu'il attend. L'Eglise accepte le prétexte de la consanguinité et le 21 mars 1152, le mariage est annulé. Aliénor repart pour son duché qui échappe ainsi à tout contrôle royal.

La rivalité franco-normande

En mai 1152, sans même demander l'avis de son suzerain, la duchesse d'Aquitaine épouse le comte d'Anjou et du Maine, duc de Normandie, Henri Plantagenêt qui est prétendant au trône d'Angleterre. Elle lui apporte toutes ses possessions et leur principauté s'étend ainsi de la Manche aux Pyrénées. En 1154, Henri devient roi d'Angleterre et achève la création de l'empire Plantagenêt qui va constituer pendant une cinquantaine d'années le danger majeur pour le royaume de France. Il est désormais, même sur le continent, plus puissant que le roi de France. Sa femme lui donne une nombreuse descendance qui semble assurer l'avenir de la dynastie normande.

Louis VII réagit fermement en s'opposant aux projets de conquête du comté de Toulouse. Il profite de la lutte entre Thomas Becket et le roi Henri pour affaiblir le prestige du Plantagenêt et accueille à bras ouverts l'archevêque de Canterbury, venu se réfugier en France. Enfin, il exploite les dissensions qui éclatent dans la famille royale anglaise entre Aliénor et Richard Cœur de Lion d'une part, Henri et Jean sans Terre d'autre part. En 1177, le pape menace le roi d'Angleterre d'interdit et les deux monarques concluent une trêve. Cette période de paix consolide les résultats obtenus par le capétien à l'intérieur de son domaine. Le territoire royal s'est dilaté, la gestion en été améliorée. Le roi tente de s'attacher ses arrières vassaux en entretenant dans maintes régions des relations directes avec les seigneurs sans passer par ses vassaux directs. C'est un royaume considérablement renforcé que Louis VII laisse à son jeune fils Philippe lorsqu'il meurt le 18 septembre 1180.

Philippe Auguste et le redressement monarchique

Le règne de Philippe Auguste dure quarante trois ans. Il hérite d'une situation difficile sur le plan européen entre l'empire des Plantagenêts et l'empire allemand. Le royaume de France pouvait apparaître au XII siècle comme un royaume de moindre importance. Mais le roi fait preuve d'une grande maîtrise de la politique. Energique, haut en couleurs, paysan solide et sain aux cheveux broussailleux, violent, égoïste, raisonnable cependant, il est tout le contraire d'un roi féodal. Son idéal n'est pas celui d'un chevalier, mais d'un politique patient et roublard. Pour affaiblir le Plantagenêt, il continue de jouer les fils contre le père. Il est d'abord en bons termes avec Richard Cœur de Lion. Ils partent ensemble à la troisième croisade, une brouille intervient, Philippe rebrousse chemin et en profite pour attaquer les terres de Richard devenu roi d'Angleterre. La loi féodale joue en faveur du roi de France qui confisque les domaines du dernier Plantagenêt - Jean sans Terre - en invoquant sa folie. Il reprend ainsi le contrôle de ses possessions de la Normandie au Poitou. Le roi d'Angleterre, l'empereur Othon IV et les grands féodaux forment alors une coalition contre Philippe Auguste.

Contre ces derniers, le monarque s'appuie sur l'alliance étroite entre le roi, le peuple et l'Eglise, scellée par ses prédécesseurs. Il obtient un succès éclatant à Bouvines en 1214. Avec l'appui de milliers de fantassins bourgeois, il vainc la réaction féodale.

Saint Louis, le roi croisé

De la fin du XIIe au milieu du XIVe siècle, le royaume capétien est à son apogée. Le règne de Louis IX, devenu Saint Louis, est sans aucun doute le plus emblématique de la dynastie capétienne.

Le tournant du XIIIe siècle

Après avoir considérablement accru le territoire de la France au nord, Philippe Auguste met fin à la suprématie anglo-normande sur le continent avec la victoire de Bouvines sur Jean sans Terre en 1214. Son successeur, Louis VIII, fera de même dans le sud avec la sanglante croisade contre les Albigeois. Saint Louis hérite de cette monarchie féodale qui va lui permettre d'obtenir une reconnaissance aux yeux du reste de l'Europe occidentale. Après lui, Philippe III poursuit cet élan hors des frontières de la France et profite des progrès du pouvoir royal. Enfin, de 1285 à 1314, Philippe IV dit le Bel finit d'asseoir le pouvoir sans partage du roi et renforce la suprématie de la dynastie capétienne en France et en Europe.

Saint Louis, le conquérant

Louis IX a onze ans en 1226 lorsque meurt Louis VIII. C'est la reine Blanche de Castille qui assure la régence, période difficile où les princes et les barons regroupés derrière le comte de Bretagne complotent contre elle. Pour apaiser la révolte naissante, le jeune Louis IX épouse Marguerite, fille aînée du comte de Provence, et divise ainsi ses opposants. A sa majorité, héritier de la dynastie capétienne, Louis prend les armes et défait à Saintes l'armée d'Henri III d'Angleterre venue en France soutenir la révolte du comte de Marche. Dès son retour à Paris, pourtant mal guéri d'une fièvre paludéenne, Louis part en croisade, la septième, qui est un échec. Les conditions de traversée depuis Aigues-Mortes sont difficiles. Débarqué en Egypte, après la prise de Damiette en 1249,

l'armée royale doit attendre la décrue du Nil avant de marcher sur Le Caire. Les troupes sont décimées par les musulmans et le typhus. Louis doit céder, et payer une rançon pour sa liberté. La conquête de la Syrie sur le chemin du retour permet pourtant de venir en aide aux "royaumes francs". En 1252, Blanche de Castille décède et Louis IX assume désormais la totalité de ses fonctions avec une autorité que personne n'ose venir contester. Persuadé de la justesse de son combat, Louis IX prend la tête de la huitième croisade en 1270. Terrassé par les fièvres, il meurt devant Tunis. En 1297, il sera canonisé et deviendra Saint Louis.

Saint Louis, le juste

De retour de la croisade, Louis IX est auréolé d'un immense prestige. Il a échappé au typhus et aurait, selon les écrits de l'époque, guéri ses compagnons par simple imposition des mains. Pieux, pratiquant les vertus ascétiques, on lui confère des pouvoirs thaumaturges; il est également célèbre pour son humilité et sa générosité. Il distribue des vivres aux malades, rend visite aux lépreux et on le voit même laver les pieds des plus pauvres de l'Hôtel-Dieu. Pour les aveugles, il crée l'hôpital des Quinze-Vingts. Il ordonne également la construction d'abbayes (Royaumont) et de chapelles (la Sainte-Chapelle de l'île de la Cité). Mais, c'est par son de la justice, conseillé par l'archevêque Eudes de Rouen, que Louis IX passe à la postérité. Faisant preuve de fermeté, il n'admet aucun esprit de révolte au sein de sa famille et de ses vassaux. Juste, il n'hésite pas à rappeler à l'ordre les seigneurs ne respectant pas leurs devoirs vis-à-vis du royaume et de ses sujets. Jean, sire de Joinville raconte la manière toute personnelle de l'exercice de la justice selon Louis IX: " Maintes fois, il arriva qu'en été il s'asseoir au bois de Vincennes après la messe, et s'accotait à un chêne, et nous faisait asseoir autour de lui. Et tous ceux qui avaient affaire venaient lui parler sans empêchement d'huissier ni d'autres gens".

La France de Saint Louis

Le siècle de Saint Louis voit l'essor économique du royaume en même temps

qu'un perfectionnement de ses institutions. Dans les villes toujours plus nombreuses, un nouveau groupe social fait son apparition: la bourgeoisie.

La monarchie féodale

Le règne de Louis IX est celui du perfectionnement des institutions monarchiques. L'accroissement du territoire impose en effet de réformer un mode de fonctionnement ne se prêtant plus à une population et à une superficie croissantes. Ainsi, les prévôts, qui avaient tendance à profiter de leur place pour ruiner les administrés, sont remplacés par les baillis et les sénéchaux, des commissaires itinérants proches des *missi dominici* de Charlemagne. Des enquêteurs réformateurs placés sous le contrôle du roi vérifient la gestion de l'ensemble. A Paris, au sein même du palais de la Cité, les services administratifs prennent de plus en plus d'importance à mesure que l'acte écrit passe dans l'usage. Louis IX crée trois institutions dépendantes de la Cour: le Parlement où est rendue la justice et où tous les habitants du royaume peuvent faire appel, le Conseil du Roi où se traitent les affaires politiques du royaume, enfin la Chambre des Comptes, qui veille aux ressources financières.

Un pays en plein essor

La France de Louis IX est un pays riche et en plein essor. Le défrichement est interrompu au profit de l'assolement triennal (une alternance de cultures pour conserver la fertilité du sol). A côté des traditionnelles céréales, le lin, le chanvre et la vigne prennent une place grandissante. Mais ce sont surtout les villes qui profitent de la situation. Le commerce et l'artisanat connaissent un essor sans pareil. Un nouveau groupe social, la bourgeoisie, assure le développement urbain de la France qui, à cette époque, compte, principalement dans le nord, plus de vingt villes qui dépassent 10 000 habitants. Quant à Paris, la capitale, sa population atteint les 200 000 habitants. En 1268, le prévôt royal Boileau y avait déjà recensé 101 corporations de métiers. En contrepartie, ce développement urbain crée une catégorie de laissés-pour-compte: les mendiants. Le problème de l'extrême pauvreté est alors pris en charge par l'Eglise et plus

particulièrement les ordres dominicains et franciscains.

Rayonnement de la civilisation française

Ce renouveau économique s'accompagne d'un essor culturel et d'un rayonnement important de la civilisation française. L'art gothique fait son apparition avec le début de la construction de la cathédrale Notre-dame de Paris en 1163 et des cathédrales de Soissons, Chartres, Bourges, Reims ou Amiens. Ce modèle architectural créé en France s'importe rapidement dans le reste de l'Europe (Burgos, Milan, Cologne). La littérature profite également de cette renaissance avec l'éclosion du genre romanesque en vers ou en prose (Le Roman de la rose, Le Roman de Renard). Sous Saint Louis, la langue française s'impose au reste de l'Occident et supprime le latin. Ainsi, le Vénitien Marco Polo rédige son *Livre des merveilles* dans notre langue. Au XIII^e siècle, l'université de Paris, où sont enseignés la théologie, les arts libéraux et la scolastique, devient le carrefour des connaissances de l'Occident chrétien. Si ce mouvement de croissance économique, démographique, politique et culturelle se poursuit sous le règne de Philippe le Bel, la dynastie capétienne touche pourtant à sa fin.

La guerre de Cent Ans

Au XIV^e siècle, deux régions d'Europe, l'Aquitaine et la Flandre, attirent les convoitises des rois de France et d'Angleterre. Elles vont être l'enjeu de nombreuses guerres alors qu'au même moment, la France traverse une crise démographique et économique.

Les Valois

En 1328, à la veille de la guerre de Cent Ans, la France est le plus riche et le plus peuplé de l'Occident. Entre 15 à 20 millions d'habitants constituent le premier royaume chrétien d'Europe. Mais, depuis quinze ans, le pays semble glisser vers une crise. Ainsi en 1317, la France est frappée par une grave famine consécutive à des conditions climatiques exceptionnellement désastreuses. Avant de s'effondrer économiquement,

elle va traverser une grave crise politique. En effet, après la mort de Philippe le Bel et de ses trois héritiers, la couronne quitte la branche capétienne pour être reprise par des cousins germains, les Valois, dont le premier roi sera Philippe VI. Prétendant au trône, Edouard III d'Angleterre, petit-fils de le Bel, va défier Philippe VI et prend le titre de roi de France. Edouard III qui possède l'Aquitaine, veut associer la puissance de l'industrie textile des villes de Flandre à celle des cités anglaises. Soutenu par les Flamands et de nombreux barons bretons et normands, il se lance dans l'aventure guerrière. En 1340, il détruit la flotte française et débarque en Flandre. Six ans plus tard, l'antique armée de Philippe VI est vaincue à Crécy sous les flèches des archers gallois et Calais tombe aux mains des Anglais. En 1356, Jean le Bon, fils de Philippe VI est fait prisonnier. Contre sa libération, le roi de France cède tout le sud-ouest du pays. Huit ans plus tard, le nouveau roi, Charles V, aîné des Valois, fait évoluer l'art de la guerre en privilégiant les actions menées par de petits groupes armés. Avec à leur tête Du Guesclin, ils reprennent en 1375 une grande partie du territoire. La première phase de la guerre de Cent Ans est terminée, mais il en ressort de nombreuses divisions au sein de la noblesse française, notamment entre Armagnacs et Bourguignons, qui vont remettre le feu aux poudres.

La deuxième guerre

En 1413, Henri V, roi d'Angleterre décide de conquérir la France. Issu d'une nouvelle dynastie, il pense ainsi asseoir son autorité. Les succès de ses hommes sont rapides. La noblesse française est décimée à Azincourt, la Normandie s'effondre. Peu à peu, le pays tombe dans la guerre civile, les héritiers de la couronne et les grands barons se disputent le trône. En 1420, Henri V impose le traité de Troyes qui partage la France entre vainqueurs et barons alliés. Le dauphin Charles s'est réfugié avec les Armagnacs autour de Bourges et de Poitiers. Les Anglais décident de franchir la Loire et de supprimer ce dernier lieu de résistance en prenant Orléans. Mais guidées par Jeanne d'Arc, les troupes françaises repoussent l'envahisseur. Une victoire qui permet à Charles VII de se faire sacrer roi à Reims en 1429. Capturée à Compiègne par les

Bourguignons, Jeanne d'Arc est livrée aux Anglais, jugée et brûlée à Rouen en 1431. Quatre ans plus tard, Charles VII se réconcilie avec le duc de Bourgogne et part à la reconquête du royaume. C'est d'abord Paris en 1436, puis la totalité du pays en 1453 avec la victoire de Castillon en Aquitaine. Cette fois-ci, la guerre de Cent Ans est vraiment terminée.

La France en crise

Affaiblie par plus de cent cinquante ans de conflits sur ses terres, la France traverse aux XIV^e et XV^e siècles une des crises les plus terribles de son histoire. Un nouveau fléau va décimer les populations: la peste noire. Le virus venu d'Asie centrale débarque à Marseille à la fin de l'année 1347. En moins de deux ans, la totalité du royaume est touchée. Les pertes sont terribles. Froissart écrit que "la tierce partie du monde mourut". Mais cette première vague d'épidémie inaugure un retour cyclique du mal qui frappera la France pendant plus d'un siècle. En 1450, la population de certaines provinces françaises a diminué de près des deux tiers. La surproduction est massive et la valeur des stocks dépréciée. Bientôt, les revenus de la terre ne suffisent plus à payer la main-d'œuvre nécessaire à l'exploitation des cultures tandis que la fiscalité royale augmente. Le résultat ne se fait pas attendre, la famine revient et des jacqueries agitent les campagnes et les villes qui se replient sur elles-mêmes. Dans ce contexte difficile, le règne de Louis XI, surnommé le roi bourgeois, sera pourtant une réussite et la France va bientôt rentrer dans l'ère moderne.

Un artisan de l'Etat moderne: Louis XI

Le règne de Louis XI fut marqué par de nombreuses guerres, notamment celle qui opposa le royaume de France à la Bourgogne de Charles le Téméraire. Roi autoritaire, celui que Commines appelait l'Universelle aragne fut aussi l'artisan de la modernisation du pays, à la veille de la Renaissance.

La lutte contre Charles le Téméraire

Fils de Charles VII et de Marie d'Anjou, le futur Louis XI combat dès son jeune âge contre

son père et prend le parti des princes qui s'opposent à la restauration du pouvoir royal au cours de ce que l'on appelle la Praguerie (1440). Sacré roi à Reims le 15 août 1461, Louis XI s'empresse de renvoyer les conseillers mis en place par son père et se montre opposé à toutes les prétentions politiques des princes. Ceux-ci vont se rassembler autour de Charles le Téméraire et forment une coalition appelée la Ligue du Bien public (1465). Devenu duc de Bourgogne en 1467, Le Téméraire constitue bientôt une réelle menace pour le royaume de France, la maison de Bourgogne menant une politique expansionniste agressive qui ne peut qu'inquiéter. Au cours de l'entrevue de Péronne (octobre 1468), Louis XI ne doit sa liberté qu'au prix de lourdes concessions territoriales. Dès lors, il est plus que jamais décidé à abattre le Bourguignon et parvient à mettre fin au soutien apporté au Téméraire par Edouard IV d'Angleterre à la faveur du célèbre traité de Picquigny. Par une série d'alliances, le roi de France sort vainqueur du conflit avec la Bourgogne (Charles le Téméraire est tué à la bataille de Nancy) et agrandit son Etat (vers l'Anjou, la Provence, la Bourgogne, etc.).

L'artisan d'un Etat moderne

Redoutant les intrigues et les complots, Louis XI apparaît comme un personnage autoritaire et suspicieux. D'une santé fragile, taciturne, pieux jusqu'à la dévotion, il gouverne depuis son cabinet, même s'il ne répugne pas, de temps en temps, à voyager pour se rendre compte par lui-même de l'état de son royaume. Son système est celui des manœuvres, des intrigues; il s'entoure de gens qu'il achète ou qu'il compromet, tissant autour de lui une sorte de toile d'araignée, ce qui lui vaut le surnom d'Universelle aragne. L'imagerie romantique des cages dans lesquelles il aurait enfermé ses opposants (notamment le cardinal Balue) est certes très exagérée et fautive pour une bonne part; il n'en reste pas moins que Louis XI se distingue par une grande fermeté qui lui permet de mener, parallèlement, une politique de modernisation de l'Etat, favorisant un renouveau économique avec, notamment, la création des foires de Lyon qui font de la ville un centre commercial et bancaire international en même temps que la capitale de la soierie.

Sous son règne, les parlements de province se multiplient, l'impôt se généralise (il dispose d'un revenu annuel dix fois supérieurs à celui de Saint Louis) et il crée une armée permanente de 80 000 hommes.

Le temps de la Monarchie

(1483-1789)

François Ier et la Renaissance

Les règnes de Charles VIII, Louis XII et surtout François Ier sont ceux de l'aventure italienne. De l'autre côté des Alpes, nos monarques découvrent une nouvelle manière de vivre.

Le mirage italien

La "découverte" de l'Italie par les rois de France débute par une nouvelle conquête. En 1494, Charles VIII, le fils de Louis XI, prenant pour prétexte la mort du roi de Naples, marche sur l'Italie. Milan, Florence, Rome et enfin Naples tombent entre ses mains. Si son règne transalpin ne dure que trois mois et se conclut par un retour difficile et précipité en France, où il meurt en 1498, il débute d'une passion française pour les richesses matérielles et culturelles de l'Italie. C'est ainsi que Louis XII succombe à son tour au mirage italien et, contre l'autorité du pape Jules II, lequel compare les Français à des barbares, s'empare de Milan et de Naples en 1501. Mais une nouvelle fois la présence française ne dure pas. Trois ans plus tard, les Espagnols libèrent Naples malgré la résistance héroïque du chevalier Bayard. En 1512, après la victoire de Ravenne et la mort de Gaston de Foix, les Français abandonnent Milan et doivent faire face à une offensive suisse et anglaise en Bourgogne et en Picardie. Le 1er janvier 1515, un cousin de Louis XII, François de Valois-Angoulême, est sacré roi de France et devient François Ier. Il reprend immédiatement le chemin de l'Italie. Sa victoire sur les Suisses à Marignan le 13 septembre 1515 lui permet de reprendre Milan et de signer quelques mois plus tard un traité de paix rattachant Naples à l'Espagne et Milan à la France.

Les guerres de religion

La Réforme est une idée qui naît de la Renaissance. Déçus par les compromissions de l'Église, des hommes vont s'attacher à la changer. La France va alors se déchirer comme jamais. Pendant près de quarante ans, les Français, en manque d'autorité royale, s'affronteront lors des sanglantes guerres de religion.

La Réforme

Au XVI^e siècle, l'image du clergé est fortement dégradée. Critiqué par les humanistes, le pape fait de plus en plus de mécontents dans la population en levant sans cesse de nouveaux impôts. Pour la première fois un écrit, l'Éloge de la Folie d'Erasmus, dénonce les princes de l'Église, coupables, selon lui, de son dérèglement. Un peu partout en Europe, un vaste mouvement se développe. Il demande le retour à la pureté et la fin des indulgences, lesquelles permettent aux riches bourgeois d'acheter le pardon de leurs péchés et un accès au paradis. En France, c'est à Meaux, en 1524, avec l'évêque Guillaume Briçonnet, que le mouvement prend son ampleur. L'évêque supprime les statues et les images des saints, restreint le culte de la Vierge Marie, fait prononcer les prières en français et surtout envoie ses prêtres réévangéliser les campagnes. Au même moment, en Allemagne, Martin Luther, «hérétique maudit et excommunié du pape Léon X», théorise les doctrines de la Réforme et les diffuse dans toute l'Europe. Les prédicateurs français sont de plus en plus nombreux et dans les grandes villes s'ouvrent des cercles évangélistes. L'Église ne peut tolérer une telle concurrence et demande en 1534 à François I^{er} de mettre fin à ces mouvements dissidents. Malgré la bienveillance du monarque, la répression se fait dans la violence. Le roi n'a pas supporté l'affichage, jusque sur la porte de sa chambre, de placards dénonçant les abus de la messe papale. Avant d'exécuter les réformés, le bourreau leur tranche la langue pour qu'ils cessent de chanter leurs suppliques.

Jean Calvin

Deux ans plus tard, en 1536, Jean Calvin publie l'Institution de la Religion chrétienne. Bien qu'elle soit rédigée en latin, c'est la première prise de position d'un réformateur français. Admirateur de l'évêque de Meaux, Calvin critique durement la répression. Il a lui-même échappé aux persécutions en se réfugiant à Strasbourg puis à Bâle et enfin à Genève. En 1541, la traduction française de son ouvrage passe nos frontières et permet naturellement à Calvin de devenir le chef de la pensée protestante française. Un rôle encore renforcé par la publication de sa version de la Bible en 1550, date à partir de laquelle le mouvement de la Réforme va prendre une grande ampleur et ce pendant dix ans. L'académie de Théodore de Bèze, installée à Genève et contrôlée par Calvin, forme des centaines de missionnaires qui entrent clandestinement en France pour propager les idées calvinistes. En quelques années, toutes les classes de la société sont touchées et près de deux mille cercles de réformés voient le jour. En 1559, Calvin réunit le premier «synode des Eglises réformées de France». Un acte fondateur scellant la mise en place d'une Église parallèle avec ses propres cadres et institutions. Une provocation pour la monarchie française.

La grande répression

L'origine de la répression ordonnée par Henri II n'est pas seulement religieuse. La pression exercée aux frontières par la maison d'Autriche ne permet pas au roi de tolérer des troubles religieux et politiques à l'intérieur de son royaume. L'héritier de François Ier a très vite compris que la Réforme peut servir de tremplin à une nouvelle révolte de la noblesse contre son pouvoir. De plus, dès 1540, le pape Paul III avait rétabli les tribunaux de l'Inquisition et proposé l'envoi en France d'Ignace de Loyola et de sa «Compagnie de Jésus». Henri II avait besoin pour asseoir sa légitimité de frapper fort et vite. En 1545, un édit royal crée la Chambre Ardente chargée de chasser les réformés, d'obtenir leur abjuration et, en cas de refus, de les brûler en place publique. La politique d'Henri II divise la France. La Bretagne et la Provence affirment leur attachement au

catholicisme alors que le Dauphiné, les Cévennes et le Languedoc choisissent le camp huguenot. Bientôt, comme le craignait le roi, les princes entrent dans la lutte entraînant avec eux des régions entières du royaume.

La guerre

Jamais la France dans sa totalité ne s'était autant divisée. La question de la foi devient un enjeu de vie ou de mort. C'est tout d'abord la noblesse, attirée par le jeu du pouvoir, qui fait le choix du sang. La mort d'Henri II en 1559 et l'accès au trône de François II âgé seulement de quinze ans font le jeu des Guise, fidèles à Rome. Leur pire ennemi est l'amiral de Coligny, un protestant qui aura toutes les faveurs de Charles IX. Les deux clans se détestent et c'est alors le début d'une série de complots et de trahisons qui vont amener peu à peu à conduire une guerre totale. Catherine de Médicis, la mère du roi, tentera un temps, avec l'aide de Michel de l'Hospital, de jouer de son influence pour réconcilier les deux camps, Ainsi l'édit de janvier 1562 donne pour la première fois aux protestants la liberté de culte en dehors des villes. Mais les catholiques se fédèrent dans la Contre-Réforme. Le duc de Guise donne le signal pour une série de massacres qui frappent les huguenots en Anjou, à Tours, Sens, et Vassy. A Paris, les hommes du très populaire et très puissant duc noyautent la famille royale. Catherine de Médicis choisit alors son camp, celui des ultras, et ordonne le début de la guerre contre « ceux de la Réforme ». De 1562 à 1598, les combats font rage. Les huit guerres de religion causent plus de victimes que la guerre de Cent Ans. Une première fois, en 1568, sous le règne de Charles IX, un traité, celui de Longjumeau, semble ramener la paix. Mais quelques mois plus tard, revenant sur sa promesse, le roi interdisait à nouveau aux protestants la liberté de culte. Coligny s'était réfugié à la cour de la reine de Navarre, fief protestant, tandis que de Paris, Guise, écouté par le roi, infléchissait la politique du royaume. Catherine de Médicis convainc son fils de signer en 1570 un nouveau traité de paix. Un accord qu'elle n'allait pas tarder à renier de la pire des manières.

La Saint-Barthélemy

Depuis deux ans, la France semblait avoir retrouvé la paix religieuse. Coligny et d'autres protestants siégeaient au Conseil royal. Le monarque lui-même avait pris l'habitude de solliciter l'avis de l'amiral huguenot. Bientôt celui-ci parvient à convaincre Charles IX de la nécessité de combattre la puissance expansionniste espagnole. Opposée à cette décision, Catherine de Médicis décide de faire exécuter Coligny. Le 22 août 1572, l'amiral est blessé au cours d'un attentat. La nouvelle parvient rapidement à l'ensemble de la noblesse protestante réunie au Louvre pour le mariage d'Henri de Navarre, le futur Henri IV, et de Marguerite de Valois. Le roi, ignorant la part de responsabilité de sa mère dans le complot, promet de punir sévèrement les responsables. La reine mère, voulant à tout prix éviter la disgrâce, convainc son fils de la menace exercée par les princes protestants. L'occasion des noces au Louvre est trop belle; Charles IX guidé par sa mère ordonne la tuerie dans la nuit du 23 au 24 août, pour la Saint Barthélemy. Les mots du monarque sont célèbres: «Tuez-les-tous, qu'il n'en reste pas un pour me le reprocher!» En quelques heures, trois mille huguenots sont égorgés et jetés dans la Seine. Seuls Henri de Navarre et le prince de Condé réussissent à fuir en abjurant leur foi. A Orléans, Bordeaux, Toulouse, Rouen et Lyon, les ligueurs suivent l'exemple de la capitale. À Rome, le pape fait allumer des feux de joie.

Henri III

Les lendemains du massacre de la Saint-Barthélemy creusent encore un peu plus l'écart qui oppose la France du sud à celle du nord. Les protestants, lourdement éprouvés, se fédèrent dans un mouvement politique et religieux mettant à mal l'unité du royaume. En fait, assez rapidement, le mouvement protestant devient un ordre de ralliement contre le pouvoir royal. Le duc d'Alençon prend ainsi la tête du «parti des malcontents». À la mort de Charles IX, les protestants organisent la révolte en Normandie, dans le Languedoc et à La Rochelle. En Allemagne, les armées de Jean Casimir et de Condé se préparent à venir venger les tueries du 23 août. Henri de Navarre

revient à sa religion d'origine et rassemble une troupe. Le nouveau roi, Henri III, n'a qu'une solution, se préparer de nouveau à la guerre. Or, cette fois-ci, sans le soutien des princes catholiques, le monarque fléchit et signe l'édit de Beaulieu, réhabilitant les victimes de la Saint-Barthélemy. Mais de Péronne, les ultras de Guise ne l'entendent pas ainsi. Ils craignent que ce retour en grâce des huguenots ne permette à Henri de Navarre, héritier présomptif du roi, d'obtenir un jour le trône. En 1585, soutenus par l'Espagne, les ligueurs annoncent leur intention de rétablir par les armes l'unité de la religion dans le royaume et d'offrir le trône au cardinal Charles de Bourbon. Leur ennemi n'est plus seulement le parti de la Réforme mais aussi le roi. La huitième guerre de religion débute et avec elle l'accession au pouvoir d'Henri IV.

Henri IV

En 1589, Henri de Navarre devient Henri IV. Les guerres de religion touchent à leur fin et le nouveau monarque doit reconstruire un royaume dévasté. C'est également le début du règne des Bourbons.

La huitième guerre

En 1587 débute la huitième guerre de religion. La France est coupée en trois. D'un côté, les partisans du roi, Henri III, de l'autre les huguenots d'Henri de Navarre et enfin les ligueurs du duc de Guise. La «sainte union des catholiques» soutenue par l'or de l'Espagne tient les grandes villes du pays ainsi que la capitale. Le Sud-Ouest reste fidèle à Henri de Navarre. L'Angleterre assure le financement de ses troupes, tandis que les princes allemands lui prêtent des renforts. Les premiers combats opposent l'armée du roi à celle des huguenots à Coutras où Henri III est défait. Puis à Vimory et Auneau, ce sont les réformés qui subissent les foudres des ultras. Le roi décide alors de s'entendre avec le plus modéré de ses ennemis, Henri de Navarre. À Paris, l'annonce de la future alliance provoque un soulèvement de la ville. En mai 1588, le roi est obligé de quitter son palais, la capitale insurgée est totalement sous le contrôle des ligueurs et des

Espagnols. Henri III ne supporte pas cet affront. Le 23 décembre 1588, il fait assassiner le duc de Guise.

L'ensemble des chefs catholiques est jeté au cachot. Le cardinal de Lorraine est égorgé et son corps brûlé en même temps que celui de Guise. Cette Saint-Barthélemy des catholiques n'apaise pas la situation. Bien au contraire, même. Dans les rues de Paris, les statues royales sont brisées et l'effigie royale brûlée. Un «conseil général de l'Union» est créé. Son chef, le duc de Mayenne, nommé lieutenant général du royaume, provoque l'autorité du monarque. Henri III est isolé. Ses troupes ne lui permettent pas de lutter. Seuls le Bordelais et la région de la Loire semblent lui rester fidèles. En 1589, il décide alors de rencontrer de nouveau Henri de Navarre pour lui proposer une réconciliation; celle-ci a pour objectif de reconquérir le royaume. Navarre, qui sait que le trône est en jeu, accepte. Le siège de Paris débute. Mais, le 1er août, Jacques Clément, un moine dominicain extrémiste, réussit à s'introduire sous la tente du roi où il le poignarde. Agonisant, Henri III désigne alors Henri de Navarre comme son unique successeur. Acte purement symbolique puisque Henri IV est un roi sans royaume.

La reconquête

Le nouveau monarque sait en effet que sa légitimité passe d'abord par une reconquête du royaume. Après trente-six ans de guerre la France est alors totalement exsangue. La monnaie royale a perdu sa valeur. Les étrangers qui, au moment de la Renaissance, avaient permis l'enrichissement rapide du pays sont partis. Le banditisme n'a jamais été aussi fort. Surtout, à l'exemple de Paris, la population n'hésite plus à se soulever, elle fait au besoin la grève de l'impôt ou refuse de rejoindre l'armée royale. Mais avant de prôner l'union, Henri IV doit mater la révolte. En 1589, il bat ainsi à deux reprises le duc de Mayenne en Normandie. Des victoires qui lui permettent de revenir assiéger Paris. Dans la capitale, si la population soutient toujours les ultras, la présence espagnole est de plus en plus difficile à supporter. Surtout que l'Espagne ne cache plus sa volonté d'installer l'un de ses héritiers à la tête du royaume. Henri IV

comprend alors qu'il est temps de profiter de ce sursaut national. Le 25 juillet 1593, décrétant que « Paris vaut bien une messe », il abjure le protestantisme. Puis, le 27 février 1594, il affirme sa foi en sa nouvelle religion, et se fait sacrer à Chartres. La capitale est prête à reconnaître son roi et lui ouvre ses portes, le 22 mars 1594. Un an plus tard, le dernier seigneur rebelle, le duc de Mercœur, un cousin des Guise, se rallie à son nouveau monarque.

Le roi de tous les Français

Il faut reconnaître une qualité à Henri IV. Son sens politique aigu lui a permis de comprendre très vite que les comptes des guerres de religion ne se solderont pas par les armes. Les Français brouillés depuis presque quarante ans, ont besoin d'un homme à poigne certes, mais d'un homme de cœur également. Le Béarnais est à même de réussir cette alchimie. Physiquement d'abord, Henri IV est un guerrier. En compagnie de ses fidèles Gascons, il n'hésite pas à se porter, son panache blanc en étendard, à la tête de ses troupes pour affronter l'ennemi. Rude, viril, peu intéressé par la mode vestimentaire et fâché avec l'hygiène, il tranche avec le style des derniers Valois. Ainsi, l'ambassadeur d'Espagne, visiblement choqué, racontera avoir été reçu dans la chambre d'Henri IV par un roi à quatre pattes jouant avec ses enfants. Quant à Henriette d'Entragues, une des plus fidèles amies du roi, elle n'hésite pas à dire qu'il «pue comme charogne». Henri IV a en effet horreur de l'eau. Ce roi accessible, le premier des Bourbons, qui roule les "r" et apprécie les calembours, n'en oublie pas pour autant la question religieuse. Ainsi le 13 avril 1598, il signe l'édit de Nantes.

L'édit de Nantes

Cet édit, déclaré perpétuel, reconnaît la liberté de conscience comme un droit des sujets du roi. L'égalité civile est également affirmée et la liberté de culte étendue. Dans les quatre grands parlements de province, des chambres mixtes sont instaurées. Les réformés obtiennent l'autorisation d'entretenir une armée permanente de 25 000 hommes. Ils obtiennent également, pour une durée de huit ans, la garde de 151 places

fortes. Les protestants désignés dans l'édit comme «ceux de la religion prétendue réformée» ont désormais accès à tous les emplois. Bien évidemment, l'Eglise catholique s'oppose à la décision royale. Ainsi le Parlement de Paris refuse-t-il d'enregistrer l'édit. Il s'agit de la première épreuve du nouveau roi. Si Henri IV n'affirme pas son autorité, il n'ignore pas que son règne est compromis. Il ordonne ainsi le rassemblement de tous les parlementaires et s'adresse à eux: « Je veux être roi maintenant et parler en roi. Je veux être obéi. À la vérité, les gens de justice sont mon bras droit; mais, si la gangrène se met au bras droit, il faut que le gauche le coupe.» Ce discours ferme et déterminé du monarque fait son effet et l'édit de Nantes est approuvé à Paris. Pour soumettre la Province, Henri IV affirme son autorité. À Bordeaux, il gronde: «Je suis votre roi légitime, votre chef. Mon royaume en est le corps, vous avez cet honneur d'en être membres, d'obéir et d'y apporter la chair, le sang, les os et tout ce qui en dépend.» Amplifiant sa volonté de centralisation des pouvoirs, le roi s'implique également au niveau des municipalités. Les grands seigneurs, constatant l'effritement de leurs privilèges, se soulèvent. En 1600, Turenne, le duc de Bouillon, le maréchal Biron et Henriette d'Angleterre complotent en vue de faire disparaître le roi. Mis au courant, Henri IV frappe fort. Il ordonne l'arrestation de Biron et son exécution en place publique. Cette politique de la main de fer n'empêche pas le nouveau monarque de se rapprocher des catholiques. En 1603, il autorise le retour des jésuites en France. C'est d'ailleurs l'un des leurs, le père Coton, que le roi de France choisit comme confesseur. Le problème religieux résolu, il faut maintenant relancer l'économie.

Sully

Maximilien de Béthune, duc de Sully, est le surintendant des Finances d'Henri IV. Ce protestant a accepté une tâche difficile: redresser l'économie du pays tout en évitant la révolte. Car, en effet, l'écho d'un soulèvement populaire se fait plus précis aux quatre coins du royaume et plus particulièrement à l'Ouest. La gabelle, le célèbre impôt sur le sel, fait de plus en plus de mécontents. Mais Sully, malgré l'austérité qui le caractérise,

comprend la souffrance du peuple de France: « Je remis par tout le royaume le reste des impôts de 1596, qui étaient encore à payer; action autant de nécessité que de charité et de justice. Cette gratification, qui commença à soulager le peuple, fit perdre au roi vingt millions. Mais aussi, elle facilita le paiement des subsides de 1597, qui sans cela serait devenu moralement impossible. » Ensuite, pour créer de nouvelles rentrées dans ce pays dont les ressources sont immenses, Sully se contente de généraliser l'impôt sur l'ensemble du territoire. Si l'exercice 96 est déficitaire, les revenus du roi vont vite doubler à partir de 1600.

La France des campagnes

La réussite de Sully passe par la prise de conscience de la richesse et du dynamisme des provinces. C'est le fameux: «Labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France.» Aussi Henri IV et Sully organisent-ils les conditions d'un développement rapide des campagnes. C'est tout d'abord le retour relatif d'une certaine sécurité; on fait la chasse aux loups et aux bandits de grand chemin. Puis c'est l'intervention de l'armée royale pour étouffer les jacqueries paysannes du Dauphiné, en 1580, et la révolte des croquants dans le Périgord et le Limousin en 1594. Enfin, Sully décide d'une part l'annulation des arriérés de la taille et d'autre part, à partir de 1599, la diminution de son montant global. Encouragée par Henri IV, la petite noblesse délaisse la guerre et s'en retourne aux champs. Au même moment, le roi prend en charge la venue d'ingénieurs hollandais chargés d'enseigner les techniques nécessaires à l'assèchement des marais. Le Bordelais, la Seine et surtout le Marais poitevin profitent de ces progrès. Pour la première fois également, le trafic du blé avec l'étranger est interdit afin de préserver les Français de la famine. C'est aussi le développement et l'amélioration des voies de communication et le début de grands travaux comme le percement du canal du Midi. Rapidement, les revenus de neuf Français sur dix vivant de l'agriculture augmentent. Un mieux-vivre résumé par le plus célèbre vœu d'Henri IV:

«Si Dieu me prête vie, je ferai qu'il n'y aura point de laboureur en mon royaume qui n'ait le moyen d'avoir une poule dans son pot.»

La France des villes

Si le redressement de la France passe essentiellement par l'agriculture, le développement économique et industriel n'est pas pour autant négligé par Henri IV et Sully. Ces derniers mettent tout d'abord en place une politique de retour au pays pour les maîtres et les compagnons souvent calvinistes qui de fait ont quitté la France pour éviter la répression de la guerre de religion. Le royaume adopte ensuite les principes du mercantilisme, selon lesquels il faut vendre à l'étranger plus qu'on ne lui achète. Ainsi, à partir de 1600, la France dégage un solde positif d'or et d'argent. Le commerce se développant, notamment avec le Nouveau Monde (en 1608, Champlain fonde, sur les rives du Saint-Laurent, la première ville de la Nouvelle-France: Québec), les ports de Rouen, Saint-Malo et Marseille connaissent un regain d'activité. L'accroissement des échanges favorise également le nouvel essor des industries des produits de luxe tombées en désuétude depuis la Renaissance. La France devient le pays de la soie, du cristal et de la tapisserie. Pour répondre à cette demande, Sully soutient activement la création de manufactures.

La France et l'Europe

Si le pays se redresse rapidement, les frontières du territoire demeurent fragiles. Pourtant, Henri IV, grâce à la multiplication de nouveaux traités, renforce le royaume. Ainsi, en 1600 et 1601, les traités de Paris et de Lyon permettent le retour de la Bresse et du Bugey pour assurer une meilleure protection de Lyon.

En 1602, Henri IV renouvelle les accords de non-agression signés par François I^{er} avec les cantons suisses. Mais dès 1608, la Maison d'Autriche accentue sa pression via la Franche-Comté et les Pays-Bas espagnols. En 1609, la mort du duc de Clèves et le partage de ses possessions accentuent le conflit entre les Habsbourg et Henri IV. En

avril 1610, le roi lève l'armée et annonce son intention de partir en guerre le 16 mai suivant. Mais, le 14, il est assassiné dans les rues de Paris par un catholique exalté, Ravailiac. L'héritage d'Henri IV, délicat équilibre de privilèges et de refus, va s'avérer extrêmement difficile à gérer.

Louis XIII et Richelieu

Le règne de Louis XIII débute mal, sous l'influence de Concini. C'est Richelieu qui se charge de restaurer l'autorité du roi. Une politique de fer à l'intérieur du royaume et de ses frontières qui crée de nombreuses résistances.

Le royaume de Concini

Louis XIII n'a que neuf ans à la mort d'Henri IV, son père. Sa mère, Marie de Médicis, décide d'assumer la régence. Une tâche difficile pour une femme qui n'a pas l'habitude du pouvoir. D'autant que son époux a mis en place un système clientéliste qui favorise certains seigneurs aux dépens des autres. Système évidemment extrêmement complexe. À sa mort, tous vont se disputer les miettes du trône. De plus, la première mission de la régente est difficile. Il s'agit pour elle de modifier la politique extérieure d'Henri IV et d'épargner ainsi à la France une nouvelle guerre. C'est par l'union de Louis XIII avec l'Infante d'Espagne que la paix est scellée. Au sein de royaume, le principal événement du début de la Régence est le départ de Sully. Plus personne ne peut alors contrer l'influence de Leonora Galigai, la sœur de lait de Marie de Médicis. Son époux, l'Italien Concini devient le favori de la régente. Il est nommé gouverneur de trois places fortes, lieutenant général de Picardie, premier gentilhomme de la Chambre du roi, maréchal et marquis d'Ancre. A juste titre, les grands du royaume interprètent cette ascension comme la preuve de l'impuissance de la reine. Ils monnaient alors, contre des fortunes colossales, leur neutralité. En 1614, Louis XIII est majeur mais il ne réclame pas le pouvoir, continuant de faire confiance à la régente. En fait, dès 1615, c'est Concini qui est le maître de la France. Il renvoie les ministres nommés par Henri IV et

forme un gouvernement d'inconnus acquis à sa cause. Parmi eux, un évêque, du Plessis de Richelieu est nommé secrétaire d'Etat à la Guerre et aux Affaires étrangères. La politique de Concini est à sens unique : seul compte son enrichissement personnel. Bientôt les princes, qui ne supportent plus cette situation, décident de créer à l'image du duc de Nevers une coalition. Pourtant la guerre civile n'a pas lieu. En 1617, Louis XIII, poussé par son ami Luynes, ordonne l'exécution de Concini.

La Contre-Réforme

La prise de pouvoir du jeune roi passe par le renvoi de l'ensemble des ministres de Concini et l'exil de sa mère à Blois. Marie de Médicis n'accepte pas cette solution et décide d'entraîner des princes dans la lutte contre son fils. Mais, en 1620, aux Ponts-de-Cé près d'Angers, l'armée royale défait la rébellion et l'ancienne régente rentre dans le rang. En fait, Louis XIII n'exerce pas le pouvoir. Il a confié les destinées de la France au fidèle mais médiocre Luynes. Une nouvelle fois, le problème religieux reste entier. Pour Louis XI., et ses conseillers, l'édit de Nantes avait créé un État dans l'État. De plus, un peu partout en Europe, le mouvement de la Contre-Réforme qui retirait un à un les privilèges accordés aux protestants gagnait du terrain. En fait, depuis 1615, l'Église catholique connaissait une sorte de renaissance. Le Concile de Trente avait permis aux catholiques de se ressourcer et de partir à nouveau à la conquête des fidèles. Un réel effort d'évangélisation était mené par la hiérarchie religieuse. La figure de proue de cette nouvelle génération de prêtres, plus soucieuse de satisfaire ses paroissiens, est Vincent de Paul. Comme pour les idées de la Réforme, c'est par le livre que se propage le renouveau catholique. Deux ouvrages se distinguent : *l'Introduction à la Vie dévote* de François de Sales et les *Exercices spirituels* d'Ignace de Loyola. A Paris, les ursulines ouvrent le premier établissement scolaire réservé aux filles tandis que les jésuites multiplient les collèges. Les capucins et les carmélites investissent également la capitale. Enfin, un «parti des dévots» se forme. Véritable groupe de pression, il va pousser Louis XIII à intensifier sa lutte contre les huguenots.

La guerre

La victoire contre la rébellion des princes et de la régente a donné des idées à Louis XIII. Sa puissance militaire devrait lui permettre de terrasser les protestants et de récupérer ainsi sa prérogative royale. En 1620, il se rend dans le Béarn, région dont son père est originaire. Il y rétablit le culte catholique et rattache la province au royaume. Les protestants prennent les armes et réunissent une armée à La Rochelle tandis que le Sud-Ouest s'enflamme. Mais malgré l'aide des Anglais, les princes huguenots perdent du terrain face au roi. La mort de Luynes en 1621 et le ralliement à la cause protestante de l'Allemagne obligent Louis XIII à négocier. L'édit de Nantes est confirmé mais à l'exception de Montauban et La Rochelle, les réformés s'engagent à détruire leurs places fortes. Aux yeux de ses alliés catholiques mais également de la puissante maison des Habsbourg, le traité signé avec les protestants est un aveu de faiblesse. C'est dans ce contexte que Marie de Médicis va permettre la prise de pouvoir d'un ancien ministre de Concini: le cardinal de Richelieu.

Richelieu et les nobles

En août 1624, Richelieu, cardinal depuis deux ans et héritier de l'immense fortune de Concini, reçoit le titre de chef du Conseil, l'équivalent de notre Premier ministre. Il résume lui-même son programme : « Ruiner le parti huguenot, rabaisser l'orgueil des grands, réduire tous les sujets en leur devoir et relever le nom du roi dans les nations étrangères au point où il devrait être. » À cette détermination s'ajoute un sens évident du politique, une intelligence qui lui permet de rebondir même dans les situations les plus délicates. Richelieu a également une capacité de travail extraordinaire.

Malade, perclus de fièvre et de douleur, il dort peu et profite de la nuit pour écrire et réfléchir au destin du pays. Sa reconquête du royaume puis de ses frontières passe d'abord par une remise en question des privilèges accordés aux nobles. En 1626, Richelieu réunit une assemblée de notables pour réformer la politique économique de la France. Première décision, la suppression ou, au mieux, la très forte réduction des

pensions versées aux princes. Pour le Cardinal cet argent doit servir à la construction d'une grande flotte de guerre et de commerce, à la création d'une administration moderne. Avant d'appliquer ce programme, Richelieu doit affronter la colère des princes, prêts à se débarrasser de lui par tous les moyens. Mais le Cardinal est inflexible. Sa police déjoue les complots et certains des responsables ont la tête tranchée. C'est dans ce contexte qu'il faut placer l'interdiction des duels. Ce geste symbolique de Richelieu est là pour affirmer sa volonté de contraindre les nobles à l'obéissance. Le comte de Montmorency-Bouteville qui avait décidé de braver l'autorité de l'Etat en se battant place Royale à Paris fut ainsi, sous les ordres du Cardinal, exécuté en place publique. La révolte apaisée, Richelieu pouvait se consacrer à l'élimination des protestants.

Richelieu et les huguenots

Contrairement au souhait du parti dévot inspiré par les ultras de Guise lors de la guerre de religion, la volonté de Richelieu n'est pas d'expulser les « hérétiques » hors de France mais de les convertir. Le Cardinal sait que la France ne peut pas se passer de la richesse économique et culturelle des protestants. D'ailleurs, en 1626, Richelieu semblait avoir trouvé un accord avec le parti huguenot. Mais bientôt l'Angleterre incite les protestants à reprendre les armes. Les Anglais redoutent le projet de création de la flotte royale du Cardinal et préfèrent voir la France s'entre-déchirer. Les insurgés se regroupent dans la place forte de La Rochelle. Depuis l'île de Ré qu'ils contrôlent les Anglais ravitaillent la ville. En 1627, après la prise de l'île de Ré, Richelieu ordonne le siège de La Rochelle. Il va durer treize mois. La chute de la ville est également celle de la puissance protestante. Ruiné, divisé, le parti huguenot accepte l'édit de grâce d'Alais en 1629. Si la liberté de culte demeurait, la religion catholique était restaurée dans l'ensemble des provinces. De plus, l'édit privait les protestants de l'ensemble de leurs places fortes, de leur armée et des privilèges qui leur avaient été accordés par Henri IV. Mais, au grand dam des catholiques, l'édit de Nantes n'était toujours pas révoqué.

Richelieu avait réussi son projet politique, l'autorité royale était reconnue et respectée dans l'ensemble du royaume. Restait alors à contraindre l'Europe.

Richelieu, l'homme de guerre

Comme les Valois avant eux, Richelieu et Louis XIII sont attirés par l'Italie. En 1629, le Cardinal, à la tête de l'armée royale, s'empare de Pignerol dans le Piémont. Un an plus tard, c'est la conquête de la Savoie et la reconnaissance par le pape des droits français sur la province de Mantoue contre la volonté de l'empereur. En Allemagne, Richelieu s'attaque également à la Maison d'Autriche en soutenant les princes... protestants. En 1634, l'armée royale occupe le Barrois et la Lorraine. Puis Richelieu prend les villes d'Alsace. Un an plus tard, les Français qui ont déclaré la guerre à l'Espagne envahissent les Pays-Bas espagnols avec l'aide de Guillaume d'Orange. Mais le Cardinal, dans ses plans de conquêtes, n'a pas prévu les maladies et les problèmes de ravitaillement qui frappent bientôt ses troupes. C'est à ce moment-là que les Habsbourg reprennent l'initiative. Ce sont d'abord les Espagnols qui débarquent aux îles de Lérins, puis c'est le soulèvement de la Lorraine. La Bourgogne tombe et Paris est menacé. De plus les campagnes et les villes grondent: les impôts sont trop forts. A la cour, les complots et les trahisons se multiplient. La fin du Cardinal est proche. Ce sont en fait les problèmes intérieurs de l'Espagne (la Catalogne et le Portugal font sécession) qui permettent au Cardinal de reconquérir la France. Arras devient la première ville reprise à l'ennemi. Lorsque Richelieu meurt en 1642, le royaume est restauré.

De Richelieu à Mazarin

La mort de Richelieu est vécue comme une libération dans presque tous les milieux. La noblesse espère bien reconquérir ses privilèges. Mais c'est surtout le peuple qui respire, étranglé jusque-là par la politique économique du Cardinal. En effet, pour Richelieu, l'économie de la France est capitale puisque ses rêves de conquêtes passent par la richesse de son armée. Aussi, il accroît les impôts et contraint par la force les Français à payer. Les soulèvements populaires sont nombreux tels en 1636 le

mouvement des «croquants» entre la Loire et la Garonne, et des «nus-pieds» de Normandie en 1639. A chaque fois, Richelieu envoie l'armée et réprime dans le sang toute tentative de rébellion.

La nomination de l'Italien Mazarin, la fidélité de celui-ci à la politique du Cardinal, puis la mort de Louis XIII vont tour à tour amener la France à se révolter et à inaugurer le règne de Louis XIV par une série de frondes.

Mazarin et le temps des frondes

C'est sous la tutelle de Mazarin que débute le règne du jeune Louis XIV, alors que la France connaît une période de fortes agitations sociales et politiques que l'on appelle la Fronde.

Mazarin

Louis XIII meurt le 14 mai 1643. Avant de mourir, le monarque a dicté une Déclaration qui organise la régence de son jeune fils âgé de cinq ans. Un Conseil de gouvernement composé de Mazarin, nommé Premier ministre, et de ses fidèles est alors créé; il sera en charge de la gestion de la régence au côté de l'épouse du roi disparu, Anne d'Autriche. Mais celle-ci ne supporte pas ce partage des pouvoirs et, quatre jours plus tard, elle obtient la régence «pleine et entière» grâce à l'aide des princes et du Parlement de Paris. Pourtant, elle connaît les difficultés inhérentes à l'exercice du pouvoir et demande à Mazarin de prendre en main les destinées du royaume. Pour le cardinal de Retz, Mazarin l'Italien est tout le contraire de Richelieu, «un successeur doux, bénin, qui ne voulait rien, qui était au désespoir que sa dignité de cardinal ne lui permettait pas de s'humilier autant qu'il l'aurait souhaité devant tout le monde». Pourtant, s'il est effectivement moins intransigeant que Richelieu, Mazarin suit la même politique. Seule différence, et elle est de taille, à son arrivée, les caisses du royaume sont vides, asséchées par des années de guerre. Sa première tâche est donc de trouver (es moyens de faire rentrer l'argent, ce qui, de tous temps, passé forcément par la

création d'impôts nouveaux et le rétablissement de taxes anciennes. Au risque, bien sûr, de provoquer un mécontentement de la population.

La Fronde parlementaire

En juin 1648, le Parlement de Paris, encouragé par les autres cours souveraines, publie la *Déclaration des vingt-sept articles*. Ce texte est une véritable provocation contre l'autorité du Cardinal. Il proclame que le Parlement votera désormais les nouveaux impôts, qu'il interdit l'emprisonnement d'un citoyen plus de vingt-quatre heures sans jugement et ordonne également le retour de tous les commissaires et intendants du roi. Ces hommes, chargés de collecter l'impôt, par la force s'il le faut (et en prélevant un bénéfice personnel qui peut s'élever jusqu'à 20 % de la somme exigée), sont certainement les agents de l'Etat les plus haïs de l'époque. La population, évidemment, accueille ces mesures avec une immense satisfaction. Mais la population est bien peu de chose à l'époque. Le 26 août, Anne d'Autriche décide de calmer les ardeurs indépendantistes des parlementaires et fait arrêter trois d'entre eux, dont le très populaire Broussel. L'effet est catastrophique. Les Parisiens érigent plus de mille deux cents barricades. Sur les conseils de Mazarin, Anne libère alors ses prisonniers, mais le mal est fait. Dans la nuit du 5 au 6 janvier 1649, elle quitte secrètement Paris pour Saint-Germain-en-Laye en compagnie du jeune Louis XIV et du Cardinal. Son départ incite les parlementaires à aller encore plus loin. Mazarin est ainsi proclamé hors-la-loi comme «perturbateur du repos public envers le roi et l'Etat». C'est le temps des mazarinades, ces textes satiriques, chansons ou pamphlets qui raillent le Cardinal. Les rues de Paris sont parcourues par le souffle d'une révolution. De Saint-Germain, la reine demande à Condé de prendre la tête de l'armée royale et de reconquérir la capitale. Car les Parisiens ont également levé des troupes et reçoivent même l'appui de quelques princes en rupture d'autorité royale. La situation est explosive. Le 27 février, le peuple force les portes du Parlement et propose de piller les habitations des profiteurs du fisc. Les parlementaires, effrayés par tant d'excès, signes avant-coureurs d'une guerre civile, décident de négocier

avec Anne et Mazarin. Bientôt, Condé se rend maître de la capitale. Le pardon général est proclamé et, effectivement, en mars 1649, la paix de Rueil scelle la fin de la Fronde.

La Fronde des seigneurs

Si le Parlement de Paris semble se satisfaire de l'accord signé avec le pouvoir, le retour de Mazarin aux affaires est toujours aussi mal accepté par le peuple. De plus, la Fronde des parlementaires a donné des idées aux princes. Prenons Condé. Fort de sa victoire sur Paris, celui-ci demande à remplacer Mazarin. Mais Anne lui oppose un refus catégorique et le fait arrêter. Les amis de Condé, dont la duchesse de Longueville, soulèvent alors les provinces. Mazarin décide de faire un tour de France pour apaiser le pays et négocier avec les parlements. C'est un succès puisque, en décembre 1650, les troubles cessent. Mais moins d'un mois plus tard, le Parlement de Paris, agacé par la réussite de l'Italien, provoque l'union des deux Frondes. Les textes de 1648 sont de nouveau d'actualité mais cette fois-ci, le mouvement populaire ne touche pas seulement Paris et semble du coup avoir pris plus d'ampleur. Craignant que cette nouvelle Fronde ne tourne aussi mal qu'en Angleterre, où la guerre civile vient de se solder par l'exécution de Charles Ier, Mazarin décide de quitter Paris. Le 6 février 1651, il s'exile chez l'Electeur de Cologne. Comme il l'a prévu, son départ aura pour conséquence de diviser les frondeurs. Certains, comme Retz, se rallient à la régente, d'autres comme Condé quittent Paris pour tenter de prendre le contrôle du royaume depuis la province. C'est dans cette situation confuse que Louis XIV devient majeur.

La Fronde de Condé

C'est à Bordeaux, où Condé a installé son gouvernement, qu'une nouvelle fronde prend naissance. L'Espagne propose son aide et c'est bientôt l'ensemble du Sud-Ouest qui se révolte. En décembre 1651, inquiet par la tournure des événements, Mazarin rejoint Anne et Louis XIV à Poitiers. Condé décide alors de prendre Paris. Le 2 juillet 1652, le Faubourg Saint-Antoine est le théâtre: d'affrontements qui opposent l'armée royale menée par Turenne et les troupes de Condé. Bloqué devant les murs de la

capitale, le prince ne devra son salut qu'à l'intervention de la fille de Gaston d'Orléans qui lui ouvre les portes de Paris. Il est pourtant rapidement victime de son propre succès. Dans les rues, des bandes armées demandent la fin des rois, des princes et des privilèges. Condé ne semble pas en mesure de contrôler la situation et de fait, il perd bientôt le soutien des bourgeois de la ville. Le 13 octobre, alors que les troupes de Turenne assiègent à nouveau Paris, Condé prend la fuite pour les Pays-Bas espagnols. Le 21, la capitale accueille sous les acclamations le retour de son roi. Mazarin, qui s'était éloigné pour faciliter l'accès au pouvoir de Louis XIV, rentre à la Cour le 3 février 1653. En mars, les derniers foyers de révolte en Provence et en Guyenne sont éteints. Le temps des frondes est terminé.

Louis XIV et le Grand Siècle

En 1661, Louis XIV décide de prendre personnellement en main les destinées du royaume. L'autorité royale est renforcée, une unité religieuse se dessine, et la France retrouve en Europe la place d'une puissance respectée.

Le retour de l'ordre

La France retrouve son calme. Pour la première fois depuis son accession au poste de Premier ministre, Mazarin ne fait plus l'unanimité contre lui. Les frondes ont démontré l'incapacité des nobles et des parlementaires à gouverner le pays. De plus, Louis XIV l'a assuré de sa confiance et il lui demande de rétablir l'autorité royale bafouée par des années de révolte. Mais le pays est ruiné. Seuls les profiteurs de guerre (tel Nicolas Fouquet, par exemple) ont tiré leur épingle du jeu en prêtant de l'argent à l'Etat à des taux très élevés. Mazarin ne tient pourtant pas compte de la véritable misère qui touche le royaume et il augmente de nouveau les impôts. L'argent ainsi collecté sert en 1659 à mettre victorieusement un terme au conflit qui oppose la France aux Habsbourg d'Espagne.

Le classicisme

Dès la fin du règne d'Henri IV, l'âge baroque avait évolué vers un style qui devenait plus rigoureux. Une sorte de retour à un ordre ancien et d'attachement à des règles plus strictes. La manifestation sans doute la plus visible de ce nouveau rigorisme concernait le domaine religieux. Ainsi des jansénistes souhaitent un retour à la sévère théologie de saint Augustin. Ils se retirent à l'abbaye de Port-Royal-des-Champs pour affirmer leur désapprobation par rapport à la société. En littérature, c'est, en 1635, la création de l'Académie française, la publication de *L'Art poétique* de Boileau (1674) et le succès des tragédies de Corneille. En 1637, Descartes publie le *Discours de la méthode*, plaidoyer pour une Fronde des esprits qui passera par le doute méthodique, la raison, l'expérience comme nouvelles valeurs. Pascal, en 1657, oublie *Les Provinciales*, brûlot contre les deux - secrets » de la réussite de Mazarin: l'argent et l'intrigue de cour. Le Cardinal, qui n'apprécie pas la provocation, ordonne la saisie du livre et son autodafé. L'architecture est également concernée par cette nouvelle esthétique. Les châteaux et demeures, adoptant le style Louis XIII, font preuve de sobriété. Le dôme octogonal de la porte principale du palais du Luxembourg est un exemple de cette élégante rigueur. Enfin, en peinture, c'est Nicolas Poussin qui reste l'un des représentants les plus accomplis de cette nouvelle façon de voir et de décrire le monde : les classiques repensés à la lumière d'un esprit critique raisonné.

Vers la monarchie absolue

Lorsque meurt Mazarin, le 9 mars 1661, son héritage est considérable. La France est pacifiée et les traités de Westphalie (1648) ont repoussé les frontières du royaume au-delà de l'Alsace. De plus, les différentes victoires des troupes françaises font de Louis XIV le nouveau grand monarque européen. Son arrivée au pouvoir à l'âge de vingt-deux ans donne le ton de ce qui sera une nouvelle façon de gouverner: le nouveau roi annonce en effet sa volonté de régner seul, sans l'aide d'un Premier ministre. Auprès de Mazarin, le roi a appris à gérer la France, il a un goût prononcé pour le travail et une

véritable intelligence politique. Malheureusement, il présente un défaut qui ne va cesser de croître tout au long de son règne : l'orgueil. Défenseur de la notion de droit divin, Louis XIV se considère comme «lieutenant de Dieu sur terre».

Le soleil devient son emblème et les nobles sont abaissés au rang de serviteurs et de courtisans afin d'empêcher toute nouvelle velléité de fronde.

«L'État, c'est moi»

Si Louis XIV n'a pas de Premier ministre, cela ne signifie pas pour autant qu'il gouverne seul. Il s'entoure, d'une part, de collaborateurs venant de la nouvelle noblesse, redevable de ses titres et de ses avantages à une décision royale, et, d'autre part, d'anciens conseillers de Mazarin. Parmi eux, Michel Le Tellier, son fils Louvois, et Jean-Baptiste Colbert. Seul Nicolas Fouquet, surintendant des Finances sous Mazarin, est écarté du pouvoir. Le Conseil du Roi est divisé en quatre sections. Tout d'abord le « Conseil d'en-haut » qui se réunit tous les deux jours dans les appartements du roi, traite des grandes affaires intérieures et extérieures. Ses décisions sont irrévocables. Puis le Conseil des Finances, celui des Dépêches et celui des Partis, lesquels sont plus spécialisés et se réunissent moins souvent. En province, les intendants sont les nouveaux représentants du pouvoir royal. Ils vont peu à peu confisquer les prérogatives des municipalités et des gouverneurs pour instaurer la seule volonté du roi. En 1680, le système est en place dans l'ensemble du royaume. L'Etat s'incarne désormais tout entier dans la personne du roi.

Colbert

Comme Henri IV avait eu Sully, Louis XIV a Colbert. Après avoir précipité la chute de Fouquet, Colbert devient le nouveau surintendant du royaume. En 1665, ses pouvoirs sont élargis, il est désormais le contrôleur général des Finances, un poste de premier plan qui lui permet de gérer - administration française et l'économie du pays. Il cumule également les fonctions de secrétaire d'Etat à la Maison du roi, à la Marine, et celle de surintendant des Bâtiments, Arts et Manufactures. Soucieux de l'autorité royale,

c'est lui qui a convaincu Louis XIV de la nécessité d'envoyer des intendants dans les provinces. Mais c'est surtout dans le domaine économique que le nom de Colbert est célèbre. À la mort de Mazarin, les caisses du royaume sont vides. L'Etat est endetté puisqu'en 1661, il vit sur les revenus escomptés pour 1663. Profitant d'une période de paix qui va durer douze ans, Colbert travaille au renouveau de l'économie française. Il crée d'abord une chambre de justice chargée d'enquêter et de punir les abus et malversations des financiers du royaume. Quatre mille d'entre eux, profiteurs de crise et détournateurs de biens, sont condamnés à rembourser l'argent volé. Cent millions de livres sont ainsi récupérés ! Autre étape, plus importante, la nouvelle fonction attribuée au Conseil royal des Finances. Désormais et pour la première fois, la France, sous l'impulsion de Colbert, est dotée d'un budget. Des prévisions des recettes et des dépenses sont établies. Colbert réorganise également la gestion des forêts royales. En quelques années, les revenus fonciers de Louis XIV sont multipliés par soixante-dix ! Evidemment, comme tous ses prédécesseurs, Colbert tente de réformer l'impôt, mais c'est dans le sens d'un peu plus de justice. Ce qui apparaît comme une mise en cause, certes bien minime, des privilèges est refusé par le haut-clergé et la noblesse. Comme Sully, Colbert croit également aux vertus du mercantilisme, et c'est là le point le plus important de sa politique. Il encourage ainsi la création et le développement des manufactures (Les Gobelins, par exemple) travaillant pour l'exportation et protège la jeune industrie française de la concurrence par des tarifs douaniers dissuasifs. Colbert croit également à la nécessité d'une politique d'expansion et d'ouverture de nouveaux marchés. C'est ainsi que le commerce maritime prend son envol avec la création de grandes compagnies auxquelles le roi concède le monopole de l'exploitation des richesses venues d'outre-mer. Les plus connues d'entre elles sont la Compagnie des Indes et celle du Levant. La présence française à l'étranger est de plus en plus importante avec l'annexion du Canada, de l'Acadie, de la Louisiane, des Antilles, de la Guyane, du Sénégal et de Madagascar. En 1700, la France compte plus de deux cent

cinquante vaisseaux de ligne. De plus, fort d'une armée de quatre cent mille hommes et cinquante mille chevaux, de trente-trois nouvelles places fortes et de deux cents anciennes réaménagées par Vauban, le monarque sent que son heure est venue de s'imposer en Europe. Mais avant de se lancer dans une politique de conquêtes, Louis XIV doit rétablir l'ordre dans son propre royaume et tenter de régler une nouvelle fois la question religieuse.

Les affaires religieuses

« Fils aîné de l'Église », tout en conservant une certaine indépendance envers Rome afin de préserver son pouvoir, Louis XIV veut absolument rétablir l'unité de la foi, indispensable selon lui à celle du royaume. Dans ses Mémoires, il résume son programme religieux. D'abord « détruire le jansénisme et dissiper les communautés où se fomentent cet esprit de nouveauté ». Ainsi, en 1709, il ordonne le départ des religieuses de Port-Royal-des-Champs et fait détruire le monastère. Ensuite, Louis XIV a pour projet « de réduire peu à peu la religion prétendue réformée ». Dans un premier temps, sans révoquer l'édit de Nantes, il en préconise une application restrictive. Son mariage secret avec la dévote Mme de Maintenon et l'influence de son confesseur jésuite, François de La Chaise, conduisent le roi à plus d'intransigeance. Ainsi, le 18 octobre 1685, il signe l'édit de Fontainebleau révoquant celui de Nantes. Les temples protestants sont détruits, les pasteurs obligés de quitter rapidement la France, le culte interdit. Malgré l'interdiction de quitter le royaume sous peine de galères, deux cent mille huguenots franchissent les frontières. Une émigration catastrophique pour l'économie française puisque les protestants détenaient bien souvent les techniques et la main d'œuvre qualifiée nécessaires à la bonne marche des manufactures. Autre effet de la révocation, l'envoi de vingt mille soldats dans les Cévennes afin de mater le soulèvement des camisards à partir de 1702.

Les guerres

L'intransigeance religieuse de Louis XIV mais aussi le poids croissant de la concurrence de nouveaux centres économiques comme Londres ou la Hollande vont peu à peu conduire à la guerre dans laquelle le roi se lance contre une partie de l'Europe. En 1672, c'est la guerre de Hollande, souhaitée par Colbert afin de lutter contre les marchands d'Amsterdam. L'armée française s'oppose aux troupes de Guillaume d'Orange soutenu par le roi d'Espagne et l'empereur Léopold. Si Louis XIV n'obtient pas de victoire, il a démontré qu'il lui était possible de résister face à une coalition. Cette reconnaissance entraîne la guerre de la Ligue d'Augsbourg. En 1688, c'est pour répondre à la politique d'annexion menée par le roi de France que la Hollande, l'Espagne, la Suède, l'Angleterre et les princes allemands déclarent ce que l'on appellera la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Pendant neuf ans, Louis XIV alterne défaites et succès. En 1697, les traités de Ryswick mettent fin aux combats. À l'exception de l'annexion de Strasbourg, les frontières du royaume n'ont pas bougé. Une dernière guerre, celle dite de la Succession d'Espagne (1701-1714), oppose la France et l'Espagne à une puissante coalition. Elle affaiblira davantage le royaume. Les défaites en effet s'accumulent et l'Etat a bientôt du mal à financer les hostilités. C'est à Denain, le 24 juillet 1712, que se joue la bataille décisive afin de préserver Paris. Les troupes françaises terrassent celle de la Grande Alliance de La Haye. La paix est signée à Utrecht en 1713.

Le Roi-Soleil

Louis XIV reste présent dans la mémoire des Français pour sa politique de rayonnement au sein de son royaume. À son sujet, Voltaire écrivait : « Non seulement il s'est fait de grandes choses sous son règne, mais c'est lui qui les faisait. » C'est en effet sous le règne de Louis XIV et grâce à sa protection et ses aides financières que sont écrits les plus grands chefs-d'œuvre de la littérature classique. Molière, Bossuet, La Fontaine, La Bruyère, Boileau, Racine et Pascal sont tous soutenus par Louis XIV contre

les dévots. Avec l'aide de Colbert, le monarque crée les Académies pour permettre le développement des arts et des sciences. C'est dans le cadre de cette renaissance classique que le château de Versailles est construit. De 1662 à 1702, Louis Le Vau puis Jules Hardouin- Mansart et Robert de Cotte ont la lourde tâche d'ériger un palais digne du Roi-Soleil. Un souci tout particulier est apporté aux jardins, dont l'agencement est confié à André Le Nôtre, et à la décoration intérieure qui est l'œuvre du peintre Charles Le Brun. Le résultat sera à la hauteur des souhaits de Louis XIV. Et la vie à la Cour sera brillante. Les fortunes s'y font et s'y défont, les intrigues et les disgrâces se suivent. En instaurant autour de sa personne un cérémonial bien précis, Louis XIV réussit à domestiquer la noblesse. Les ducs et les comtes se battent désormais pour avoir l'honneur d'assister au lever du roi. Mais, à l'autre bout de l'échelle sociale, le peuple ne profite pas des fastes monarchiques. Le Grand Siècle a également ses exclus, parqués dans les hôpitaux et les hospices. La mort du roi en septembre 1715, après le plus long règne de notre Histoire, sera vécue dans l'ensemble comme un soulagement par ses sujets.

Louis XV, le Bien-Aimé

Le règne de Louis XV est marqué par une période de paix relative. Précédant son règne, la régence de Philippe d'Orléans est une époque brillante qui se termine pourtant par la fameuse banqueroute de Law.

La Régence

À la mort de Louis XIV, son petit-fils hérite du trône. Il a cinq ans. Par testament le défunt roi avait prévu que son neveu, le duc Philippe d'Orléans, se chargerait de la régence jusqu'à la majorité du nouveau monarque. Marqué par la Fronde, Louis XIV a également imposé un Conseil de Régence animé par le duc du Maine. Philippe d'Orléans refuse ce partage du pouvoir et réussit à faire casser la décision royale par le Parlement de Paris. Ce dernier retrouve ainsi son droit de remontrances supprimé par Louis XIV. La Régence se distingue par une grande liberté de mœurs. C'est aussi une

période difficile où le système instauré par les précédents monarques est mis à bas. Les ministres et secrétaires d'Etat sont ainsi remplacés par des conseils collégiaux composés des nobles de la cour. Il s'agit, en quelque sorte, de la revanche des « domestiques ». La religion aussi connaît le contrecoup du changement de pouvoir. Les jansénistes sont de retour et les jésuites en disgrâce. Sur le plan des affaires extérieures, Philippe d'Orléans scelle le rapprochement avec les Anglais. Peu à peu, le gouvernement d'aristocrates qui a pris le pouvoir se montre incapable de gérer le pays. La dette augmente et en 1716, le budget compte soixante-dix millions de recettes pour deux cent trente millions de dépenses. À la décharge du Régent, une partie des dépenses était exclusivement réservée au remboursement de la colossale dette laissée par Louis XIV. C'est dans ce contexte que John Law, un aventurier de la finance écossais, se propose de sauver la France.

La faillite

En mai 1716, John Law crée, à Paris, la Banque générale. Celle-ci émet des billets de banque garantis par les dépôts de monnaie et remboursables à vue contre valeur en argent. Plus pratiques que la monnaie, les papiers de Law obtiennent un succès rapide et sont même acceptés par les caisses royales. Un an plus tard, Law va plus loin en créant la Compagnie d'Occident. Son capital de cent millions est vendu sous forme d'actions de cinq cents livres. L'engouement est réel, surtout depuis que la Compagnie a reçu le monopole de l'exploitation de la Louisiane et du Mississippi. En décembre 1718, le Régent, tout à fait confiant, transforme la Banque générale en Banque royale. Quant à la Compagnie d'Occident, elle prend le titre de Compagnie des Indes. Law obtient le monopole du tabac et de la fabrication de monnaie. Les actions émises en 1717 flambent. Law a promis un dividende de 40 %. Le Régent nomme alors Law contrôleur général des Finances. Celui-ci émet une masse importante de billets sans garantie. En 1720, c'est la panique, les banques n'ont pas assez de monnaie à échanger contre le papier. Les actions plongent et Law ruiné s'enfuit à Bruxelles. Les conséquences sont terribles : les gens ont perdu des fortunes parfois colossales dans le système de Law.

Quant à l'opinion, traumatisée, elle refusera désormais d'entendre parler de papier monnaie. Un véritable handicap alors que le commerce mondial se développe. En revanche, Law a permis de régler une grosse partie de la dette royale. Aussi la fin de la Régence est-elle marquée par un retour de la prospérité. En février 1723, Louis XV peut accéder au trône.

Louis XV le Bien-Aimé

Le nouveau roi demande à son ancien précepteur Hercule Fleury, ancien évêque de Fréjus, devenu cardinal à l'âge de soixante-dix ans, de gérer le royaume à ses côtés. La politique de Fleury est sage et le peuple en profite. Il s'entoure de collaborateurs de talent, notamment des intendants appréciés par les populations de province. Il remet au goût du jour les principes de Colbert : paix à l'extérieur, ordre à l'intérieur. De plus, la France, renforcée par une politique fiscale plus juste, est en pleine croissance. Orry, le contrôleur général des Finances, réussit à équilibrer le budget. L'ordre religieux semble établi, malgré un retour de la contestation janséniste entre 1729 et 1731. C'est l'époque de l'incident du cimetière de Saint-Médard à Paris où se produisent, la nuit, des scènes étranges de guérisons miraculeuses et de convulsions collectives.

La guerre, de nouveau

Le cardinal Fleury est un ardent défenseur de la paix... par souci économique. Néanmoins, il est entraîné dans une guerre maritime et continentale contre les Anglais. En Amérique du Nord, aux Indes et aux Antilles, les deux puissances se disputent les meilleurs emplacements pour installer leurs comptoirs. Le conflit éclate en 1740. Il est doublé de la guerre de Succession d'Autriche, Louis XV s'alliant au roi de Prusse contre Marie-Thérèse, fille de l'empereur Charles VI soutenue par les Anglais. Les Français sont peu concernés par les deux guerres et le cardinal devient rapidement impopulaire. Fleury décède le 29 janvier 1743, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. À trente-trois ans, Louis XV annonce alors sa volonté de régner seul, sans l'aide d'un Premier ministre. Sa première tâche sera bien évidemment de mettre fin à la guerre. La solitude de Louis XV

n'est que de façade. En fait, Madame de Pompadour, sa maîtresse depuis 1745, exerce un réel pouvoir sur le roi. C'est elle qui fait et défait les ministres et les conseillers du monarque. En 1748, le traité d'Aix-La-Chapelle met fin à la guerre de la Succession d'Autriche. La France n'y a rien gagné mais en sort au contraire affaiblie sur le plan économique. Pour tenter de résoudre ces problèmes, Machault d'Arnouville, contrôleur général des Finances, crée, en 1749, un nouvel impôt : le vingtième. Pour la première fois, un impôt s'adresse à tous les sujets du royaume. Les nobles et le haut-clergé n'en sont plus exemptés. Immédiatement, ils se mobilisent et font reculer le roi. Louis XV n'a pas le temps de résoudre la crise intérieure que, déjà, d'autres menaces de guerre apparaissent.

La guerre de Sept Ans

En 1756, après que la Prusse se fut alliée avec l'Angleterre et l'Autriche avec la France, Louis XV doit de nouveau faire face à un conflit colonial et maritime. Cette fois-ci, les Anglais prennent rapidement l'ascendant. En Inde, Dupleix doit abandonner toute politique d'expansion. En Amérique du Nord, Montcalm est vaincu et tué à la bataille de Québec en 1759. En Europe centrale, les troupes de Frédéric II défont l'armée royale à Rossbach le 5 septembre 1757. Louis XV manque d'être assassiné la même année. La Pompadour exige du monarque le renvoi de Machault d'Arnouville et son remplacement par Choiseul.

Choiseul

Choiseul est un grand seigneur lorrain, sûr de lui mais peu compétent. En 1758, il est nommé secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères puis, en 1761, à la Guerre. Mais la défaite française paraît inéluctable. Choiseul se charge, en revanche, de la préparation du futur Traité de Paris, marquant la fin de la guerre de Sept ans. Le 10 février 1763, la France perd le Canada et la rive gauche du Mississippi. Choiseul obtient que le royaume puisse conserver les îles des Antilles. Une fois la paix signée, il entreprend une réforme de l'armée et de la marine afin de préparer la revanche. En 1766, il rattache la Lorraine

au royaume et deux ans plus tard, achète la Corse à la république de Gênes. Si Choiseul réussit tant bien que mal à contrôler la situation extérieure, il ne peut calmer l'opposition parlementaire. En 1764, les parlements de Bretagne se révoltent contre l'autorité royale. Louis XV doit se rendre devant le Parlement de Paris afin d'imposer son autorité et de réaffirmer la doctrine de la monarchie.

Le triumvirat

En 1770, sous l'influence du chancelier Maupeou, Louis XV renvoie Choiseul, trop proche à son goût des parlementaires. Il est remplacé par un triumvirat composé de Maupeou, de l'abbé Terray au contrôle général et d'Aiguillon comme secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. Les trois hommes soutenus par Louis XV entreprennent une grande réforme juridique et politique. L'édit de février 1771 démembré le Parlement de Paris au profit de six conseils supérieurs. De nouveaux magistrats sont également recrutés. Terray tente une nouvelle fois de réduire le déficit croissant du royaume. Sa politique n'est guère originale puisqu'il augmente les impôts. L'impopularité de Louis XV devient préoccupante. Son union avec Madame du Barry n'arrange rien. Le 10 mai 1774, Louis XV meurt de la variole. Si l'opposition semble apaisée, si les frontières sont plus sûres, l'image même du monarque est atteinte. Le Bien-Aimé est enterré sous les huées de son peuple.

Les Lumières

Après le long règne de Louis XIV, la France entre dans un XVIII^e siècle libertin qui voit également triompher la raison et s'accompagne d'un renouveau dans le domaine des idées, des arts et des techniques. Ce courant de pensée qui fait prévaloir l'expérience raisonnée et le droit au bonheur donne son nom au siècle des Lumières.

Une révolution culturelle

La croissance qui s'installe durablement dans les villes réveille chez les bourgeois et les riches marchands un goût pour « les choses du savoir ». A Paris et en province, des

sociétés savantes, appelées académies, ouvrent leurs portes. Celles-ci distribuent des prix littéraires ou scientifiques. La recherche et la création s'en trouvent stimulées. Dans le même temps se multiplient les cabinets de lecture, les salons littéraires et les cafés, lieux privilégiés des discussions où brillent l'esprit critique et la réflexion philosophique. Cette émulation facilite l'émergence de nouveaux talents qui touchent aussi bien à la littérature qu'à la pensée philosophique ou encore aux sciences expérimentales et naturelles.

Les philosophes, héritiers du rationalisme cartésien et du mouvement critique à l'encontre de la rigidité de la monarchie française à la fin du XVIIIe siècle, s'opposent aux « ténèbres ». À l'intolérance et au fanatisme, ils veulent substituer les Lumières, la raison et le bonheur. Le premier grand pavé dans la mare de l'obscurantisme est lancé depuis Bordeaux. En 1721, Montesquieu, président du parlement de la cité girondine, publie les *Lettres persanes*. Cette satire courageuse dépeint, à travers l'œil d'un visiteur oriental au regard faussement naïf, une France embourbée dans ses croyances et ses contradictions à la fin du règne de Louis XIV. Poursuivant sa réflexion, il rédige de 1734 à 1748 *De l'esprit des lois*. Le penseur y défend l'idée d'une monarchie tempérée où les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif seraient séparés. De la critique sociale, Montesquieu a basculé dans une critique beaucoup plus politique.

Voltaire suit un processus presque similaire. En 1734, après un séjour anglais qui bouleverse sa vision de la société, Voltaire rédige les *Lettres philosophiques*, éloge d'une démocratisation des institutions. D'abord conspué par le roi, il devient en 1746 son historiographe. Comprenant rapidement qu'il ne pouvait être trop proche du pouvoir s'il voulait conserver quelque esprit critique, il s'installe près de la frontière suisse, à Ferney, d'où il multiplie les attaques contre le régime et la religion. Il défend ainsi le protestant Calas accusé d'un crime qu'il n'a pas commis, et le chevalier de La Barre qui risque la mort pour avoir refusé de saluer une procession. Ses prises de position lui confèrent une vraie popularité et, en 1778, sa venue à Paris est accompagnée de

manifestations spontanées rassemblant des milliers de personnes.

Autre grand philosophe, Jean-Jacques Rousseau, fils d'un horloger de Genève. Rousseau, qui croit en l'homme, ne propose pas de nouvelles institutions mais la création d'une cité idéale où les droits naturels des individus seraient garantis et où le peuple serait l'unique souverain. Pour le philosophe genevois, il n'est de bonheur possible qu'à la campagne ; la corruption des cœurs et des esprits est le fait de la civilisation. Dans son *Discours sur l'origine de l'inégalité*, il défend les idées de démocratie et de république. En fait, tout l'œuvre de Rousseau est traversé par un désir de nouveauté. *L'Emile* est un plaidoyer pour une nouvelle manière d'enseigner, *Le Contrat social*, une nouvelle manière de gouverner et même *La Nouvelle Héloïse* plaide une nouvelle manière d'aimer.

Rousseau, Helvétius, Diderot, d'Holbach, Voltaire et Montesquieu se rejoignent sur un point : la critique systématique mais raisonnée de la société française de cette fin du XVIIIe siècle. Un mouvement qui, grâce à la publication de L'Encyclopédie, va bientôt gagner la bourgeoisie.

L'Encyclopédie

1751 est une date importante de l'Histoire de France. Cette année-là débute la publication d'un ouvrage colossal qui va accélérer formidablement la diffusion des idées des philosophes et par là, susciter un profond changement des mentalités. Il s'agit de *L'Encyclopédie*, « dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers », dirigée par Diderot et le mathématicien d'Alembert, véritable somme des connaissances du moment mais aussi critique des institutions religieuses et monarchiques.

Cet éloge de la pensée critique déchaîne les foudres des censeurs. Le roi ordonne à Malesherbes, directeur de la Librairie et donc censeur royal, de brûler les deux premiers volumes du livre. Non seulement Malesherbes désobéit mais propose à Diderot de cacher ses ouvrages dans un lieu où personne ne viendra les chercher : son domicile ! En 1772, l'ouvrage est achevé malgré les pressions des jésuites. Il compte dix-sept

volumes de textes et onze de planches. Nouvelle Bible, *L'Encyclopédie* pénètre dans les salons, les loges maçonniques et les académies de province. Grâce au développement de la presse et des cafés littéraires, comme Le Procope à Paris, les idées des Lumières sont reprises par tous et traversent les frontières.

Les Lumières offrent à la France une position d'avant-garde hors des frontières du royaume. L'Enlightenment anglais et l'Aufklärung allemand se font l'écho du courant français. Ce sont d'abord les philosophes et leurs écrits qui profitent de cet engouement. Les ouvrages de Rousseau, Montesquieu et Voltaire sont traduits. Mais le plus souvent, le bourgeois allemand ou le prince anglais se fait un honneur de lire le texte en version originale. Car le français est devenu la langue de référence, utilisée par l'ensemble des classes supérieures pour communiquer. C'est à cette époque que notre langue devient celle de la diplomatie. Les philosophes ne sont pas les seuls à défendre les Lumières à l'étranger. Marivaux, par exemple, dissèque au scalpel les âmes et le cœur humain (« Il pèse des œufs de mouches dans des toiles d'araignées », dit de lui Voltaire), Restif de La Bretonne nous donne quelques grands romans du libertinage, Sébastien Mercier livre un *Tableau de Paris* qui est une critique radicale de l'absolutisme. Sans parler du sulfureux marquis de Sade ou du grand Saint-Simon.

L'architecture et la peinture évoluent. C'est l'ère du style rocaille bientôt rebaptisé rococo, un art en accord avec la vie de cour éprise de luxe et d'élégance. Sur l'architecture sobre se greffe une décoration toute en courbes et contre-courbes. Les plus beaux exemples sont la place Stanislas à Nancy, la place de la Bourse à Bordeaux, les toiles de Watteau et de Boucher qui exaltent la femme, l'amour, la fête pastorale et chantent un certain art de vivre.

Le temps des savants

Si le renouveau intellectuel du XVIIIe siècle est d'abord français, l'Europe qui s'ouvre aux nouvelles techniques est aussi celle des savants et des inventeurs. La France

participe également à cet essor tout en étant distancée par l'Angleterre. C'est néanmoins un de nos compatriotes, Descartes, qui dès le XVIIe siècle s'impose comme le fondateur de la science moderne. Ainsi face aux talents des mathématiciens hollandais tel Huyghens, ou encore allemand tel Leibniz, le royaume de France dispose de grands esprits tels Clairaut, d'Alembert ou Pascal. Les hypothèses astronomiques de l'Anglais Newton sont confirmées en France par Maupertuis et Laplace. Les sciences naturelles sont défendues par Buffon qui publie son Histoire naturelle. Lavoisier est un des grands savants du siècle. Ses expériences sur l'analyse et la synthèse de l'air et de l'eau sont à l'origine de la chimie moderne. De Louis XIV à Louis XVI, les progrès scientifiques sont encouragés par le roi. Si Colbert a fondé l'Académie des Sciences et l'Observatoire de Paris, Louis XV a envoyé une expédition scientifique au Pérou et en Laponie. Louis XVI, lui, charge La Pérouse d'entamer l'exploration du Pacifique.

Louis XVI et la fin d'un monde

Critiquée par les Lumières, affaiblie par les inégalités et les injustices, la société d'Ancien Régime se fissure. Commencé dans une certaine « douceur de vivre », le règne de Louis XVI s'achèvera dans la fureur de la Révolution.

La fin d'un monde

Le début du règne de Louis XVI n'annonçait pas en apparence les convulsions qui allaient bientôt le frapper. Le royaume s'étend alors jusqu'à l'Amérique du Nord en passant par les riches Antilles, et les vingt-six millions de Français connaissent une période de croissance due à une exploitation plus réfléchie des ressources agricoles. Mais si, pour la première fois depuis des décennies, la France est à l'abri des famines, son développement a pris du retard sur les autres nations européennes. Arthur Young, un économiste anglais qui voyage en France en 1787, livre un portrait saisissant du royaume de Louis XVI; il décrit un pays qui est sur le point de basculer dans la plus grave crise de son histoire : « Le blé est misérable, jaune, plein de mauvaises herbes. Les

femmes labourent avec une paire de chevaux pour des semailles d'orge. En Normandie, la culture n'est pas plus avancée que chez les Hurons. » Puis, passant devant le célèbre château de Combourg, il remarque : « Qui est donc ce M. de Chateaubriand, le propriétaire, dont les nerfs sont assez solides pour séjourner au milieu de tant de saleté et de tant de misère. »

Si les campagnes grondent, la population des villes prend elle aussi le chemin d'une contestation qui va devenir peu à peu radicale. On se souvient par exemple du mot célèbre concernant les grincements de dents suscités par la barrière d'octroi qui ceinture la capitale : « Le mur murant Paris rend Paris murmurant. » La bourgeoisie, sur qui repose la bonne santé économique de la France, ne supporte plus sa situation intermédiaire au sein de la société et l'inégalité fiscale dont elle est victime par rapport à la noblesse et à la haute hiérarchie ecclésiastique. Ouverte aux idées des Lumières, la bourgeoisie les politise pour critiquer de plus en plus ouvertement le mode de fonctionnement de l'Ancien Régime. Elle désire, à l'image de l'Angleterre toute proche, une administration plus juste et plus efficace, des impôts mieux répartis et la disparition des entraves à la liberté d'entreprise. Déjà pointent une des revendications de la Révolution, la décentralisation des pouvoirs alors détenus par la monarchie.

La noblesse, enviée et conspuée par les bourgeois, est, comme le clergé, rongée en son sein par des inégalités. En effet, sur les quatre cent mille nobles que compte la France de 1780, quatre mille familles seulement profitent des largesses de la monarchie. Le duc d'Orléans, par exemple, touche annuellement plus de cinquante millions de livres de pensions, de rentes foncières, immobilières et autres bénéfiques quand de petits aristocrates vivent comme des malheureux, quand d'autres, nombreux, doivent de redorer leurs blasons à la faveur de mariages avec des membres de la bourgeoisie.

La réforme

La politique menée par Louis XVI prend en compte ces inégalités croissantes. Il nomme Turgot, célèbre pour avoir collaboré à *L'Encyclopédie*, contrôleur général des

Finances. Une nouvelle fois, le roi de France a conscience que la paix de son royaume dépend d'une plus juste répartition de la fiscalité. La tâche est complexe, le programme de Turgot ambitieux : « Point de banqueroute, point d'augmentation d'impôts, point d'emprunts. » Le nouveau ministre sait également qu'il aura fort à faire avec les privilégiés : « J'ai prévu que je serai seul à combattre contre les abus de tout genre, contre les efforts de ceux qui gagnent à ces abus. Je serai craint, haï, même de la plus grande partie de la cour. » En 1774, voulant relancer les échanges nationaux, Turgot rétablit la circulation des grains. S'il croit avoir décelé les archaïsmes de la société française, il a négligé la conjoncture. La récolte de 1775 est une des plus mauvaises du siècle et la réforme de Turgot amplifie l'augmentation des prix en privilégiant la spéculation. Quatre ans avant la prise de la Bastille, les Français se révoltent dans ce que l'on appelle la guerre des farines. Vingt-cinq mille soldats sont nécessaires au rétablissement de l'ordre à Dijon, Versailles et surtout Paris. En 1776, Necker remplace Turgot. Pour calmer le peuple qui gronde, Necker arrête les réformes et lance un emprunt qui creuse encore un peu plus le déficit du royaume même s'il permet au pays de respirer.

La guerre d'Amérique

Le premier effet de la politique de Necker est de redonner confiance à la noblesse française. Humiliée lors de la guerre de Sept ans et du désastreux traité de Paris en 1763, la noblesse rêve de revanche. Elle voit d'un œil gourmand l'empire colonial et maritime britannique se construire sur les restes du sien. Or en 1776, l'Angleterre est empêtrée dans le conflit américain où des insurgés remettent en cause l'autorité de la Couronne. Pour prendre sa revanche sur l'Angleterre, le ministre des Affaires étrangères Vergennes a besoin d'une guerre. Benjamin Franklin se trouve alors à Paris à la recherche de fonds pour la révolution américaine. Le combat de Franklin est l'occasion inespérée de « porter à l'Angleterre un coup sensible, pour ramener sa puissance dans de justes bornes ». La jeune noblesse qui exalte Voltaire et Rousseau voit dans les colons rebelles les

représentants d'une république à l'antique. En 1777, un corps expéditionnaire de volontaires mené par La Fayette rejoint les insurgés. Deux ans plus tard, Rochambeau débarque avec près de huit mille hommes en renfort. En 1781, les troupes franco-américaines terrassent les Anglais à Yorktown. Deux ans plus tard, les Anglais, défaits sur les mers par la Motte-Picquet, d'Estaing et Grasse, vaincus aux Indes par Suffren, signent le traité de Versailles. La France retrouve le Sénégal, Saint-Pierre et Miquelon et Sainte-Lucie et Tobago dans les Antilles, étapes essentielles dans l'expansion du commerce international. L'épisode américain est important dans le processus menant à la Révolution. La France apparaît comme la protectrice des libertés et a posé les jalons de l'amitié franco-américaine. L'image donnée par les colons de Boston se rebellant contre l'autorité royale et réussissant à vaincre la Couronne va faire son chemin et animer le combat politique de 1789.

Навчальне видання

HISTOIRE DE FRANCE

Підручник для студентів 4 курсу, які навчаються
за напрямом підготовки 6.020303 – Філологія

А в т о р - у п о р я д н и к АНУФРІЄВА Ірина Леонідівна

В авторській редакції
Комп'ютерний набір *І. Л. Ануфрієва*

Підписано до друку 11.12.2015. Формат 60×84/16.,
Папір офсетний. Гарнітура «Таймс».
Ум. друк. арк. 3,95. Обл.-вид. арк. 3,24..
Тираж 60 пр. Зам. №

Видавництво
Народної української академії
Свідоцтво № 1153 від 16.12.2002

Надруковано у видавництві
Народної української академії

Україна, 61000, Харків, МСП, вул. Лермонтовська, 27.